

# mêrhâbâ hêvâlñö

nouvelles du kurdistan mensuel n° 7  
septembre 2016

POUR TOUTES INFOS,  
COMMENTAIRES OU SUGGESTIONS :  
actukurdistan[at]riseup.

prix libre

## DOSSIER : L'ARMÉE TURQUE ENVAHIT LE ROJAVA !

Avec l'invasion du Rojava, la guerre menée par l'État turc contre les Kurdes du Bakur a traversé la frontière syrienne, ouvrant ainsi un nouveau front dans une sale guerre de factions fascistes et de puissances internationales dans ce pays. À peine caché derrière sa soi-disant « guerre contre le terrorisme », l'État turc, par le biais de ses forces armées et d'une campagne de contre-informations, ne fait que continuer sa guerre contre les mouvements révolutionnaires au Kurdistan, avec l'aide et la com-

plicité directe d'un de ses meilleurs complices : l'État Islamique. Cet article a été rédigé principalement à partir de deux articles publiés par Raphaël Lebruchah sur Kedistan.net, "Comprendre la bataille à Hassaké entre Assad et les Kurdes" et "Comprendre la bataille de Manbij". Un deuxième texte, "L'incursion de l'armée turque en Syrie est synonyme de guerre perpétuelle contre les Kurdes", traduit par nos soins, a été publié par Hawzhin Azeez sur le site KurdishQuestion.

\*\*\* suite p. 3

## DOSSIER : "DU PUTSCH MILITAIRE RATÉ AU PUTSCH CIVIL"

La nouvelle d'un énième coup d'État en Turquie a fait le tour du monde mi-juillet dernier. Dès le lendemain, la presse proclamait la victoire de la démocratie face aux putschistes et montraient des images rassurantes de manifestants repoussant l'armée. Après cette parodie, on a eu droit à la thèse déclarée par le Président Erdoğan lui-même selon laquelle il s'agissait d'un coup d'état préparé depuis les États-Unis où est réfugié le prédicateur Fehullah Gülen, ancien allié d'Erdoğan devenu son rival le plus redouté. Impossible de comprendre quoique ce soit à tout ça, et encore moins de se faire une idée de l'ampleur du carnage...

\*\*\* suite p. 12

## au sommaire :

- ♦ Edito & agenda p. 2
- ♦ Dossier : l'armée turque envahit le rojava p. 3-10
- ♦ Entretien au Rojhelat avec Hassan Sharafi, responsable du PDKI p. 11
- ♦ Dossier Turquie: du putsch militaire raté au putsch civil p. 12-22
- ♦ Infos brèves du Bakur p. 23-24
- ♦ Action de solidarité en Italie p. 25-26
- ♦ Infos brèves du Bashur p. 27
- ♦ Carte, glossaire et plus... p. 28

### PLUS D'INFOS SUR LE WEB :

Visitez les sites [KEDISTAN.FR](http://KEDISTAN.FR),  
[NEVARNEYOK.NOBLOGS.ORG](http://NEVARNEYOK.NOBLOGS.ORG),  
[SOLIDARITEFEMMESKOBANE.ORG](http://SOLIDARITEFEMMESKOBANE.ORG),  
[TWITTER.COM/INFO\\_ROJAVA](http://TWITTER.COM/INFO_ROJAVA),  
[SUSAM-SOKAK.FR](http://SUSAM-SOKAK.FR),  
[LEPHENIXKURDE.TUMBLR.COM](http://LEPHENIXKURDE.TUMBLR.COM), etc...

Et aussi en anglais :  
[KURDISHQUESTION.COM](http://KURDISHQUESTION.COM),  
[ROJAVAREPORT.WORDPRESS.COM](http://ROJAVAREPORT.WORDPRESS.COM),  
[DICLEHABER.COM/TR](http://DICLEHABER.COM/TR),  
[JINHA.COM.TR/EN](http://JINHA.COM.TR/EN)  
[EN.FIRATAJANS.COM](http://EN.FIRATAJANS.COM)

Ces deux derniers mois ont connu deux événements majeurs qui ont marqué profondément la situation en Turquie et plus généralement au Proche-Orient. Il s'agit de la tentative de coup d'état en Turquie, puis de l'invasion du Rojava (Kurdistan au nord de la Syrie) par l'armée turque. En Turquie, où la guerre contre les Kurdes dure maintenant plus d'un an, c'est la guerre civile qui se profile. Quant à la Syrie, ce nouvel acteur -le régime du président turc Erdoğan- envenime encore plus la situation, en prenant encore une fois la défense de l'État Islamique contre les Kurdes.

Premièrement, le coup d'état qui a été tenté le 15 juillet en Turquie, et qui a été vite mis en échec et fortement réprimé par Erdoğan, a déjà eu des effets non seulement au Bakur, mais sur l'ensemble de l'opposition du pays. Alors que les médias occidentaux n'ont cessé de chanter des louanges d'Erdoğan et de la « victoire de la démocratie en Turquie », l'État a lancé une véritable chasse aux dissident.es de tout horizon : ceux et celles impliqué.e.s dans le mouvement de résistance kurde, des journalistes et des agences de presse de gauche ou «gülenistes» tachés de putschistes, des personnes LGBTI, des habitant.e.s des quartiers populaires, des Arménien.ne.s... et la liste pourrait s'allonger. La déclaration de « l'état d'urgence » sonne familière à nos oreilles... Certes, l'acharnement d'un gouvernement fasciste contre les dissident.e.s n'a rien de nouveau, quel que soit le contexte du pays. Par contre, ce sont les lynchages publics et les exhibitions d'un nationalisme extrême, mélangé avec une bonne dose de fondamentalisme religieux, par des groupes de fascistes lâchés dans les rues des principales villes et aidés directement par les flics, qui sont peut-être les plus effrayants. Afin de contrecarrer la désinformation des médias dominants, nous avons traduit des textes d'analyse puis des communiqués du mouvement de libération kurde.

Deuxièmement, l'invasion du Rojava par l'armée turque a fait déborder la guerre menée par Erdoğan contre les Kurdes au Bakûr (Kurdistan au sud-est de la Turquie) de l'autre côté de la frontière syrienne. Ceci est aussi lié aux relations amicales et mal-cachées qu'Erdoğan entretient avec l'État Islamique, qui est en train de se faire littéralement dégommer par les guérillas kurdes en Syrie. Mais, comme on verra dans deux des textes reproduit dans ce mensuel, ce nouveau chapitre dans la guerre syrienne trouve ses racines dans des enjeux militaires et géopolitiques qui semblent complexes mais qui valent le coup d'être analysés afin de mieux saisir cette nouvelle situation et ses conséquences potentielles.

Une des choses qui nous inspire fortement dans ce qu'on connaît du mouvement de libération kurde, c'est sa capacité de rebondir, de continuer à résister et à se mobiliser. Alors que l'État turc continue à bombarder des villes et des villages de Bakûr, à emprisonner les militant.es et à confisquer le pouvoir populaire instauré dans les mairies kurdes, de nouveaux groupes d'auto-défense voient le jour, et la population et ses représentant.es politiques poursuivi.es ne se rendent pas. En Iran, la guérilla du PDKI reprend de la force pour se soulever contre le régime sanguinaire ; ceci dit, nous en avons très peu d'informations à partager. En Syrie, suite à l'invasion de l'armée turque, plusieurs déclarations de l'organisation régionale autonome ont annoncé avec fermeté la volonté de résister et de mettre à échec la -pourtant- deuxième armée de l'OTAN. Comme exemple de cette détermination, voir l'appel de l'Union des Jeunes Femmes du Rojava et de l'Union de la Jeunesse du Rojava. Et en Europe, terre pacifiée par excellence, la lutte pour la libération d'Abdullah Öcalan a pris un nouveau souffle depuis juillet, spécialement suite à la tentative de coup d'état et à la répression qui a suivi ; c'est d'abord et surtout en Allemagne où des dizaines de milliers de Kurdes, ainsi que des personnes solidaires, sont descendu.e.s dans les rues pour manifester contre l'isolement du leader kurde.

N'ayant pas pu publier de brochure en août, nous avons essayé ce mois-ci de faire un résumé -quoique assez long !- de ces événements récents, ce qui n'a pas été une tâche très simple étant donné la complexité de la situation. Nous tenons à continuer de diffuser des informations, déclarations et analyses, en ayant toujours l'espoir que cela puisse contribuer à une mobilisation plus conséquente ici en France et à créer des ponts de solidarité. Mi-septembre, c'est la « rentrée » des luttes, en particulier contre la loi « Travaille ! » et la potentielle opération d'expulsion de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. Nous nous interrogeons sur la place qu'on pourrait créer au sein de ces luttes franco-centrées mais néanmoins puissantes, pour faire du lien avec d'autres luttes qui remettent profondément en question le fonctionnement même de la société, telles que les dynamiques révolutionnaires en cours au Bakur et au Rojava. Que peut-on apprendre et partager ? Quel soutien peut-on apporter ? Comment tisser des liens forts de solidarité qui aillent dans les deux sens ? Ce sont ces questions, entre autres, qui nous motivent toujours à persévérer dans l'édition de cette revue. Nous espérons que celles et ceux qui s'intéressent aux luttes en cours au Kurdistan y trouvent leurs propres questions, quelques réponses, et un peu de motivation à la diffuser.

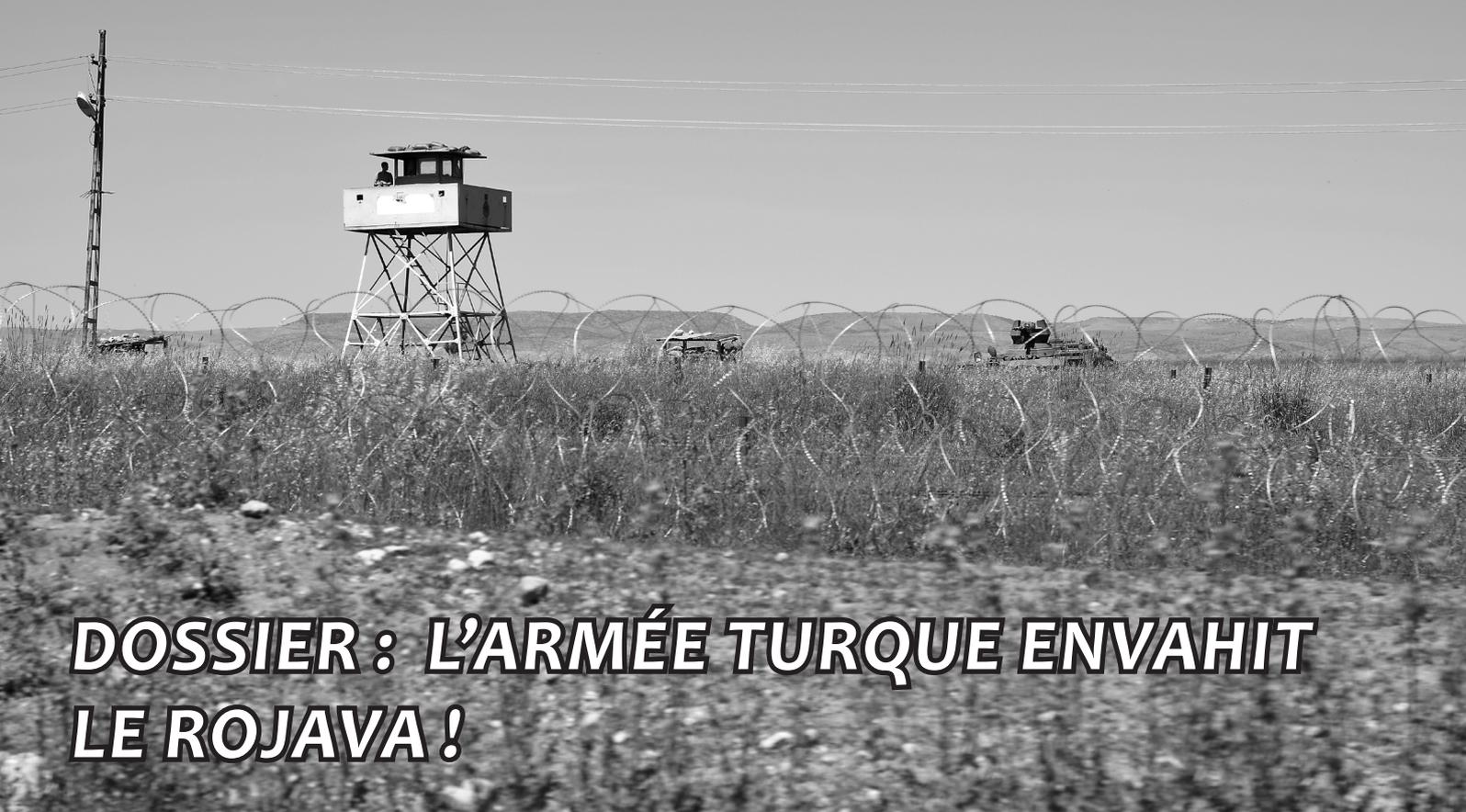
## ÉDITORIAL

## AGENDA

✌ du 15 au 17: journées d'actions appelées par les jeunes du Rojava

✌ du 17 au 23 septembre : manifestations partout en Europe pour la libération d'Öcalan

✌ 13, 21 et 30 septembre: manifestations devant l'ONU à Genève



# DOSSIER : L'ARMÉE TURQUE ENVAHIT LE ROJAVA !

\*\*\* suite de la p. 1

L'incursion sur le sol syrien par l'armée turque ouvre un nouveau chapitre, pas très étonnant mais ayant néanmoins un potentiel catastrophique, dans la guerre civile en Syrie. Cela s'inscrit dans une guerre incessante contre les forces militaires et la révolution sociale en cours au Rojava, que ce soit par le biais des bombardements transfrontaliers, le trafic d'armes et d'aide militaire aux combattants de Daech à travers la frontière turco-syrienne alors que celle-ci reste quasi systématiquement fermée à toute personne cherchant à rejoindre le Rojava, qu'il s'agisse de combattant.e.s, de personnes solidaires ou de l'aide humanitaire. Ce n'est pas seulement la deuxième armée de l'OTAN et ses bourreaux qui viennent de traverser la frontière syrienne : avec ceux-là arrive une mentalité fasciste et génocidaire portée par le gouvernement AKP à l'encontre des Kurdes ainsi que toute autre forme et mouvement de résistances en Turquie ; avec ceux-là arrivent les rêves mégalomanes d'Erdoğan, qui ne rêve que de devenir le prochain Sultan du nouvel empire turc. Même la date choisie pour l'invasion du Rojava, le 23 août, n'a rien d'anodin : cette journée marquait, jour pour jour, le 500ème anniversaire de la bataille de Marj Dabiq de 1516, bataille décisive dans la guerre entre l'empire Ottoman et le Sultanat de Mameluk (alors en pouvoir en Syrie). Ce dernier fut écrasé par les Ottomans, qui ont pu ensuite contrôler toute la Syrie et, à partir de là, envahir l'Égypte.

Afin de mieux comprendre l'invasion de Jarabalus et la bataille qui y est en cours, il faut remonter dans un passé beaucoup moins lointain que l'époque de l'empire Ot-

oman ; la bataille pour la reprise de Manbij, et la bataille entre les forces majoritairement kurdes et celles du régime syrien qui a eu lieu mi-août à Hassaké.

Commençons par MANBIJ. Située entre l'Euphrate, la frontière turque et la ville d'Alep, et ayant une population d'avant-guerre d'environ 100.000 personnes, la ville a été sous contrôle de Daech depuis janvier 2014. Un an avant l'attaque décisive, les forces YPG/YPJ ont commencé à reprendre des villages ainsi que d'autres points stratégiques situés à l'ouest de la ville : « la ville frontière de Tall Abyad (en kurde : Giré Spi) était prise par les YPG/YPJ fermant à Daech l'une de ses deux principales sources de ravitaillement. Par la suite, la bataille difficile de Sarrin et de sa région montagneuse pu sécuriser le flanc sud de Kobané. C'est suite à la bataille de Sarrin que les Forces Démocratiques Syriennes (FDS), créées entre temps en octobre, vont prendre, en décembre 2015, le barrage hydroélectrique stratégique de Tishrin pour pouvoir traverser l'Euphrate au sud-est de Manbij et avoir un approvisionnement en électricité qui manque cruellement dans les régions à majorité kurde. » [R. Lebrujah]

Ayant toujours juré haut et fort que les Kurdes ne traverseraient jamais le fleuve de l'Euphrate, la prise du barrage de Tishrin fut un embarras et une épine bien douloureuse dans le pied du sultan d'Ankara. Avec les souvenirs encore frais de la victoire des Kurdes à Kobané, et face à une forte résistance de la part des Kurdes de Bakur contre lesquelles il avait déclaré la guerre un an auparavant, Erdogan voyait d'un très mauvais œil toute avancée des forces majoritairement kurdes de l'autre côté de

la frontière. Étant stupide mais pas dupe, il a dû se rendre compte que les FDS étaient en train de se préparer à une attaque contre Manbij. Étant un des fiefs de ses copains djihadistes, la ville est aussi située entre les cantons d'Afrin à l'ouest, et Kobané à l'est ; il s'agissait donc d'une des dernières barrières (avec Jarabalus) empêchant les forces révolutionnaires de Rojava de relier ces deux cantons et donc de contrôler la quasi totalité de la région frontalière avec la Turquie.

Ayant pris positions, la prochaine étape était encore plus compliquée pour les FDS ; des négociations difficiles se sont enclenchées entre les représentant.e.s politiques des trois partis : « Les FDS, l'État-major américain et le gouvernement turc. Le but de cette partie à trois pour les États-Unis est de trouver un compromis entre les FDS et le gouvernement turc pour en finir le plus vite possible avec Daech en coupant son approvisionnement depuis la frontière turque. Le but des FDS est de pouvoir au plus vite traverser l'Euphrate pour faire la jonction entre le canton de Kobané et d'Afrin à l'Ouest encerclé et isolé. Pour le gouvernement turc, il s'agit d'empêcher l'extension du Rojava, ou Kurdistan syrien, par tous les moyens. Par conséquent, ces derniers vont tout faire pour bloquer le processus diplomatique en cours. [...] » [R. Lebrujah]. Suite à ces négociations laborieuses, dans la nuit du 31 mai au 1er juin, les combattant.e.s des FDS positionné.e.s au barrage de Tishrin ont traversé l'Euphrate, avec l'aide d'une plate-forme mobile déployée par les forces spéciales américaines, pour ensuite lancer l'assaut contre la ville de Manbij.

Et puis, au bout de deux mois de combats urbains -dont il n'est pas le but de cet

article d'entrer dans les détails- les FDS ont déclaré la prise de la ville : « Les gains des FDS sont considérables, 170.000 civils libérés, une ville de 100.000 habitants avant-guerre capturée, 200 villages et hameaux délivrés. La route d'approvisionnement de Daech vers la Turquie se retrouve fortement restreinte et plus complexe à emprunter. Plus important encore : les femmes fuyant Daech ont brûlé leur niqab une fois dans les zones sous contrôle des FDS. Les hommes ont également rasé leur barbe en grand nombre. Des rapports indiquent que de nombreuses femmes arabes veulent s'engager dans les rangs des FDS. [...] On estime qu'il reste 50.000 mines et autres engins explosifs dans la ville à démanteler, qui tueront probablement de nombreuses années encore » [R. Lebrujah]. Une semaine plus tard, le 19 août, le Conseil Militaire de Manbij (créé en avril à Tishrin pendant les préparations pour l'attaque) a déclaré avoir pris en main la sécurité de la ville ainsi que ses alentours.

Vient ensuite la bataille récente à HASSAKÉ, située au nord-est de la Syrie dans le canton de Jazira, contrôlé en grande partie par les forces kurdes (Qamishlo, la capitale proclamé de Rojava, est située juste au nord de Hassaké). Avec les villages autour et qui lui sont dépendants administrativement, la ville avait une population d'avant-guerre d'environ 250.000 personnes. C'est ici que, le 26 janvier 2011, au début de la rébellion pacifique qui allait ensuite devenir la révolution syrienne, Hasan Ali Akleh, originaire de Hassaké, s'est immolé pour pro-

tester contre le gouvernement syrien, tout comme Mohamed Bouazizi l'avait fait à Tunis 13 mois auparavant.

À propos de la bataille récente pour le contrôle de la ville, voici des extraits du texte publié sur Kedistan :

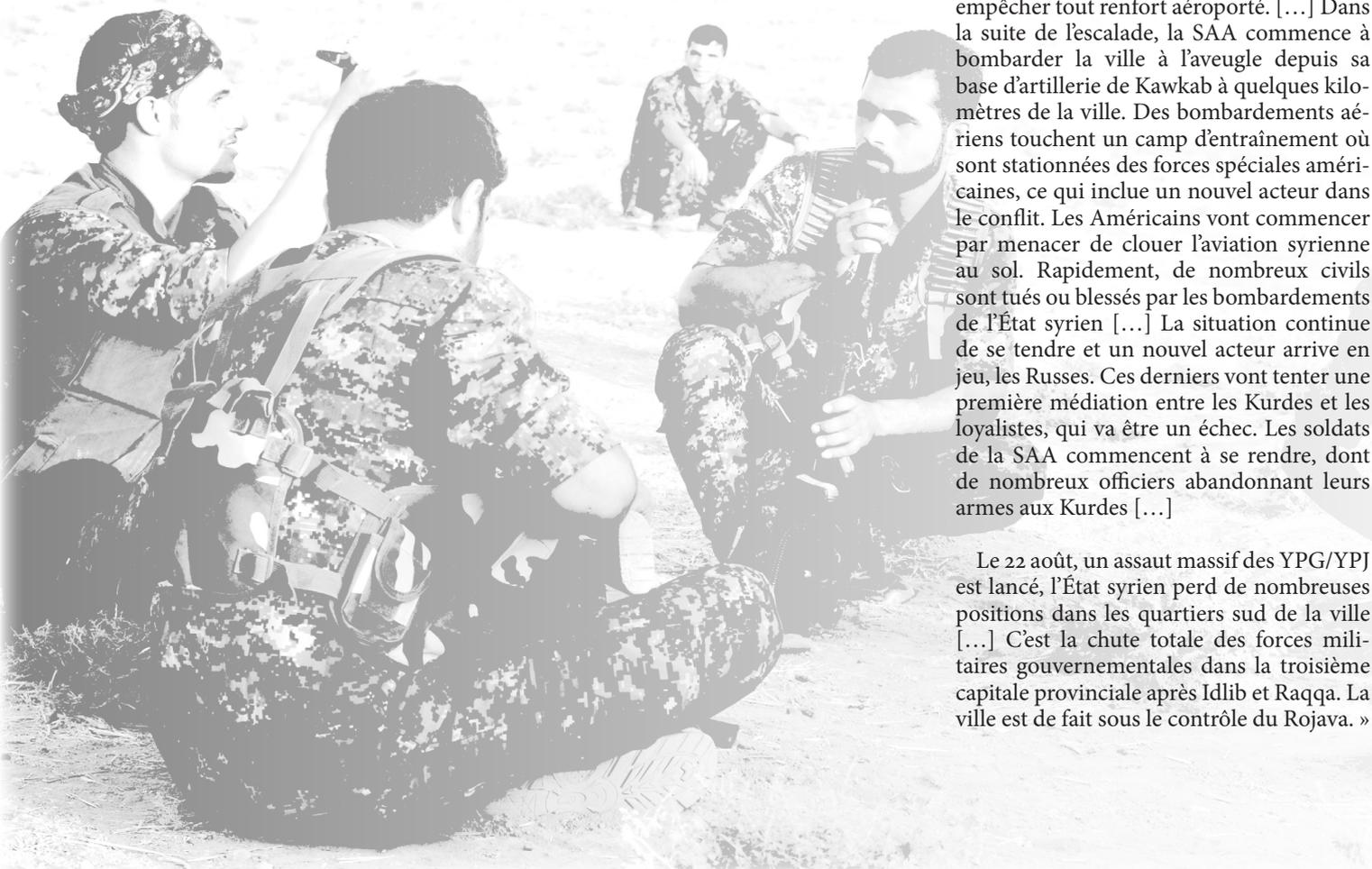
« En 2012, suite au retrait de l'État syrien de la plupart des zones à majorité kurde du nord syrien, le régime avait gardé une présence militaire et policière autour de deux villes dans le gouvernorat d'Hassaké, dans la ville du même nom, et Qamishlo. La cohabitation entre l'État syrien et les Kurdes était loin d'être apaisée, mais l'hostilité croissante de la "rébellion" contre les Kurdes arrangeait le régime. Tant que les rebelles attaquaient les Kurdes, ils n'attaquaient pas l'État syrien. [...] Il n'empêche qu'à plusieurs reprises des combats ont éclaté entre le régime Assad et les Kurdes [...]

Le premier élément majeur va survenir à l'été 2015. La ville était partagée en deux à l'époque, le nord par les YPG/YPJ et le reste de la ville, soit environ 80%, était tenu par les loyalistes. Daech lança une vaste offensive sur la ville d'Hassaké. Très rapidement le régime va se retrouver acculé dans la ville. La situation vire littéralement à la catastrophe pour lui quand l'un des quartiers à majorité arabe de la ville se soulève contre lui et en faveur de Daech. Le régime se barricade dans la confusion dans le centre ville et c'est à ce moment que les YPG/YPJ sont entrés en jeu. Après avoir repoussé Daech de plusieurs positions dans la ville, ils vont lancer une manœuvre d'encerclement par le

sud. Les djihadistes de Daech se retrouvent à leur tour dans une mauvaise posture. Les forces à majorité kurde vont resserrer leur étau jusqu'à vaincre Daech. La victoire est éclatante [...] certains membres de l'armée arabe syrienne font désertion au profit des YPG/YPJ, dont des officiers. A l'issue de la bataille, le régime se retrouve donc isolé dans le centre ville, et dans quelques quartiers au sud de la ville, contrôlant moins de 30% d'Hassaké [...]

Le 18 août 2016, dans les environs de midi, un groupe des Forces de Défense Nationale syrienne (acronyme anglais : NDF) procède à des arrestations d'individus dans Hassaké, probablement pour les enrôler de force. Les Asayish interviennent et cela dégénère en affrontement généralisé dans la ville. Des représentants des "anciens de la ville", composés de chefs de tribus, s'acharnent à négocier un cessez le feu. Les Asayish et la NDF [qui sont en quelque sorte les forces de police, du Rojava et du régime syrien, respectivement] acceptent le retour au calme vers 21 heures. Vers 23 heures des milices gouvernementales attaquent les positions des Asayish avec des chars. [...] Peu de temps après les YPG/YPJ et la SAA [respectivement, les guérillas kurdes et l'armée syrienne du régime] s'en mêlent. Les chasseurs-bombardiers du gouvernement syrien commencent à bombarder les positions kurdes à l'intérieur de la ville. L'escalade est enclenchée, les forces à majorité kurde décident de chasser les loyalistes de la ville. Les Kurdes vont encercler l'aéroport de Qamishlo aux mains de la SAA pour empêcher tout renfort aéroporté. [...] Dans la suite de l'escalade, la SAA commence à bombarder la ville à l'aveugle depuis sa base d'artillerie de Kawkab à quelques kilomètres de la ville. Des bombardements aériens touchent un camp d'entraînement où sont stationnées des forces spéciales américaines, ce qui inclue un nouvel acteur dans le conflit. Les Américains vont commencer par menacer de clouer l'aviation syrienne au sol. Rapidement, de nombreux civils sont tués ou blessés par les bombardements de l'État syrien [...] La situation continue de se tendre et un nouvel acteur arrive en jeu, les Russes. Ces derniers vont tenter une première médiation entre les Kurdes et les loyalistes, qui va être un échec. Les soldats de la SAA commencent à se rendre, dont de nombreux officiers abandonnant leurs armes aux Kurdes [...]

Le 22 août, un assaut massif des YPG/YPJ est lancé, l'État syrien perd de nombreuses positions dans les quartiers sud de la ville [...] C'est la chute totale des forces militaires gouvernementales dans la troisième capitale provinciale après Idlib et Raqqa. La ville est de fait sous le contrôle du Rojava. »



En conclusion, Raphaël Lebruchah écrit : « Cet épisode a influencé plusieurs événements en cours. Cela a facilité l'acceptation, déjà bien entamée, de l'opération turque à Jarabulus par Bachar El-Assad et son allié russe. De plus, les américains se sont retrouvés à protéger les zones kurdes de l'aviation du régime, non par gaieté de cœur, mais parce que cela menaçait directement leurs forces spéciales. »

Voyant les forces kurdes en train de prendre de plus en plus de territoire, comme à Hassaké, et voyant les cantons d'Efrin et de Kobanê se rapprocher de plus en plus, Erdoğan n'en pouvait plus. C'est alors dans ce contexte que, dans la nuit de 23-24 août, l'armée turque a traversé la frontière syrienne pour attaquer la ville de JARABALUS, avec le soutien, visible ou pas, d'une grande partie des principaux acteurs de la guerre en Syrie : les Russes, les Américains, divers groupes djihadistes soutenus par Ankara (y compris certaines factions de l'Armée Syrienne Libre) et, en dernier mais sûrement pas le moins important, l'État Islamique. Les relations amicales entre des factions fascistes et les soi-disant états démocratiques ne sont rien de nouveau ; tout comme la France des années 1940 avec son ex-copain Adolf, les relations entre Erdoğan et Daech sont d'une grande réciprocité, cachée derrière une fausse façade d'hostilité entretenue par les "journalistes". Pour une explication et une analyse de la situation à Jarabalus, voir l'article "L'incursion de l'armée turque en Syrie est synonyme de guerre perpétuelle contre les Kurdes" traduit dans ce dossier.

Pour empêcher l'avancée des forces majoritairement kurdes, et des idées et pratiques mises en places au sein de la révolution sociale en cours au Rojava, l'État turc est et restera près à tout. Que ce soit des villes comme Hassaké qui tombent sous contrôle des FDS, ou des zones stratégiques comme Jarabalus et Manbij, à chaque fois que les forces de Rojava avancent, les forces fascistes essaient de leur bloquer le chemin. La situation continue et continuera à évoluer ; pour l'instant, nous essayons de transmettre ce qu'on peut pour contrecarrer les fausses "informations" qu'on trouve dans les médias dominants, en espérant toujours que cela puisse contribuer à un ou des élans de solidarité envers les résistances au Kurdistan. Dans un appel à mobilisation internationale contre l'invasion du Rojava par l'armée turque, le TEVDEM a affirmé : « Ils [l'État turc et Erdoğan] ne ciblent pas que Jarabalus, mais aussi la volonté et l'existence même des Arabes, Assyriens. [...] L'attaque contre Jarabalus est une attaque contre l'humanité, mais nous ne nous laisserons pas devenir les victimes entre les mains des puissances internationales, nous défendrons notre liberté et notre honneur en nous mobilisant et en résistant. »

### au Rojava :

**LA TURQUIE ATTAQUE EFRIN ET KOBANÊ :** Fin août, l'armée turque a traversé la frontière avec plusieurs chars d'assaut ainsi que des blocs en béton, puis a commencé à construire un mur entre la ville de Kobanê et la frontière. La population de Kobanê s'est vite mobilisée, se rassemblant vers la frontière pour essayer d'empêcher l'armée d'avancer. Une vigie a été ensuite mise en place, des centaines de personnes restant en permanence à la frontière pour manifester contre l'armée turque et la construction du mur. Pendant la 7ème journée de l'action, des participants ont été attaqués à balle réelle par les soldats ; un jeune de 17 ans en est mort, et environ 80 personnes ont été blessées. À Suruç (ville sœur de Kobanê, côté turc) des habitant.es ont aussi manifesté contre les actions de l'armée turque.

La ville d'Efrin a également été bombardée par l'aviation turque début septembre : au moins 8 civil.es ont été tués. Le lendemain, l'armée turque a intensifié ses activités le long de la fron-

tière : construction de routes, déploiement des chars d'assaut, utilisation des drones, et construction d'un mur en béton entre la ville et la frontière. Ces événements sont survenus, comme par hasard, peu de temps après les offensives de Daech contre 4 villages dans les alentours de la ville.

**JARABLUS :** L'armée turque attaque le Rojava par sa porte d'entrée, Jarabulus, tenue jusqu'à présent en collaboration officieuse avec Daech (cf. textes dans le dossier Rojava). La passation à l'armée turque des villes et villages occupés par Daech continue : le 3 septembre, la même mise-en-scène qui a eu lieu à Jarabalus a été rejouée dans la petite ville frontalière de Al-Rai, située au nord d'Alep. L'armée turque, depuis ses positions dans ou autour de Jarabalus, a bombardé des positions des combattant.es du Conseil Militaire de Manbij, le 23 août.

Un document a fuité qui montre que la Turquie nomme des officiers militaires comme commandants de groupes qu'ils appellent « opposition syrienne ».





## L'INCURSION DE L'ARMÉE TURQUE EN SYRIE EST SYNONYME DE GUERRE PERPÉTUELLE CONTRE LES KURDES

Ces dernières heures, des informations sont arrivées indiquant que l'armée turque bombarde actuellement le village Til-Emarne (al-Amarne en Arabe) de Jarablus avec des tirs d'artillerie et des avions, elle attaque également des cibles de l'YPG à Ain Diwar (Rojava orientale) et à Afrin (Rojava occidentale). Des sources kurdes font le rapport de dizaines de blessés et de morts parmi les civils. L'incursion de la Turquie en Syrie confirme ce que beaucoup de gens pensaient déjà, qu'il s'agit d'un acte d'agression envers les Kurdes.

La propagande pro-turque se répand, déclarant que Jarablus a été « libérée » par l'armée turque sans échange de tirs « à l'inverse des YPG », sous-entendant que les YPG sont une armée brutale et envahissante qui tue et massacre des innocents gratuitement, contrairement à l'armée turque, plus « légitime ». Mais en réalité il

n'y a pas eu de « bataille » pour libérer Jarablus car il y avait clairement eu un accord entre la Turquie et l'État Islamique (EI). La facilité déconcertante avec laquelle la Turquie s'est emparée de Jarablus a fait soulever d'importantes questions stratégiques et politiques. Pourquoi l'EI s'est-il battu si dur pour conserver Kobané et Manbij, mais pas pour Jarablus ? Pourquoi s'est-il enterré dans Kobané et Manbij, en plantant des centaines de mines et de pièges à travers ces villes, pourquoi a-t-il perdu des milliers de combattants en se lançant dans une guerre de guérilla et lutté pour ces territoires maison par maison, rue par rue, mais sans laisser de trace de sa stratégie-type à Jarablus ? Pourquoi l'EI a-t-il abandonné Jarablus si facilement et sans opposition ?

Peut-être que la réponse peut se trouver dans le fait que les combattants de l'EI ont été vus en train de simplement changer leurs habits pour les « uniformes » d'al-Nusra, soutenu par la Turquie ? Quoi qu'il en soit, la réalité est que le point d'accord entre la Turquie et l'EI était qu'il valait mieux stratégiquement laisser la Turquie

contrôler Jarablus suite à la perte spectaculaire de Manbij, ce qui anéantit la possibilité pour les cantons de Kobané et de Cezire de s'unir avec le canton d'Afrin et cela permet également de disposer de la « zone tampon » que la Turquie voulait depuis longtemps. Cette manœuvre laisse à l'EI le temps de récupérer et de continuer ses attaques contre Afrin dans le Sud-Ouest du canton de Kobané et contre Cezire dans le Sud-Est du Rojava, au Nord de la Syrie. Cette stratégie implique également des attentats-suicides et des voitures piégées à Cezire, tandis que le couloir humanitaire imposé par la Turquie et soutenu par le gouvernement Barzani au KRG (Nord de l'Irak) assure un environnement de pression pour les zones autonomes encerclées.

Désormais, on entend également des hypothèses suggérant que la Turquie et ses partenaires de conspiration vont aller « libérer » Manbij en se servant de la présence des YPG comme d'un prétexte pour leur faire la guerre, alors qu'il est ouvertement su que les YPG ont quitté la ville, en laissant seulement les conseils démocratiques

locaux qu'ils ont soutenus et encouragés ainsi que le Conseil Militaire de Manbij, constitué de combattant.es locaux.ales qui ont été laissés derrière. Cette manœuvre démontrerait l'argument disant que les Kurdes « s'accaparent les terres », sans oublier que les Forces Démocratique Syriennes (FDS) sont composées d'un grand nombre d'Arabes et d'autres groupes ethno-religieux qui se sont unis pour libérer les villes et villages sous l'emprise de l'EI, d'où la libération de Manbij.

Mais l'histoire se répète à nouveau, la soi-disant guerre contre l'EI que mène la Turquie en Syrie et qui a pour nom de code « Bouclier d'Euphrate » est simplement une nouvelle tentative peu maquillée d'attaquer les Kurdes, comme c'était le cas l'an passé quand la Turquie a attaqué le PKK dans les montagnes du Qandil du Kurdistan Sud au lieu d'attaquer l'EI. Les USA avaient alors également laissé tomber les Kurdes contre l'accès à la base militaire d'Incirlik (Adana). Mais maintenant, les conséquences géopolitiques de cette incursion en Syrie sont beaucoup plus grandes que le seul conflit turco-kurde. En faisant allusion à cela, le premier ministre turc Binali Yildirim a déclaré que l'invasion de la Syrie avait pour but de « défendre l'intégrité territoriale de la Syrie », mais le gouvernement de Assad a fortement condamné l'incursion comme étant une entorse claire à sa souveraineté car elle reflète les intentions grandissantes de la Turquie d'obtenir la gouvernance et l'hégémonie sur la région.

La montée de la Turquie vers un néo-ottomanisme a été soutenue par l'échec complet de l'Europe de s'occuper du flux de personnes vers l'Europe, ce qui a pour résultat paradoxal que l'Europe envoie des milliards d'euros à la Turquie pour « arrêter les réfugiés ». En retour, la Turquie a répondu en renvoyant les réfugiés par bateau en territoire syrien, en maltraitant et en abattant les réfugiés le long de la frontière syrienne. Encore plus paradoxalement, les USA ont donné leur aide et leur complicité à la Turquie pour son invasion et sa violation de l'intégrité territoriale de la Syrie quand ils sont entrés à Jarablus avec une couverture aérienne, malgré le fait que la Turquie se soit alliée avec Jabhat Fatah

al-Sham (anciennement Al Nusra), affilié à Al-Qaïda, et avec l'EI à la fois en Syrie et en Turquie. La visite récente de Joe Biden ainsi que sa déclaration plus tôt cette semaine en soutien à la Turquie ont fait référence à la présence de la Turquie en Syrie comme étant une notion à long terme. La conséquence en est que les USA ont soutenu l'invasion de Jarablus alors qu'une semaine auparavant les USA cherchaient à fournir un soutien aérien à la libération de Manbij par les FDS. Si cela peut être perçu comme un message clair des USA aux Kurdes, ce changement d'alliance doit aussi être vu par les Kurdes comme un rappel opportun à maintenir leur intégrité idéologique et militaire et de rester sans alignement avec un côté particulier.

L'invasion de Jarablus est également un reflet de la démonstration récente de pouvoir politique d'Erdoğan et de son contrôle du pays suite au coup d'État militaire qui a échoué récemment. Les USA ont récompensé Erdoğan pour la purge massive parmi les fonctionnaires militaires et civils qui a eu lieu et qui a réaffirmé la main de fer qui gouverne le pays en fournissant une couverture aérienne pour son invasion en Syrie. Les USA se sont clairement alliés à l'autocratie d'Erdoğan, peut-être dans un effort mal réfléchi de contrôler la situation en Syrie tout en évitant d'avoir leurs propres « bottes sur le terrain », une erreur que les USA ont commise lors de l'invasion de l'Irak en 2003 et qui lui a coûté cher de nombreuses manières.

Mais les USA se trompent fâcheusement s'ils pensent pouvoir mener une guerre par procuration en Syrie et contrôler le régime de plus en plus instable d'Erdoğan. L'implication visible de l'Iran, de l'Arabie Saoudite et de leurs États alliés plus petits complique davantage la situation géopolitique. De même l'UE reste complètement paralysée lorsqu'elle tente d'avoir une approche cohérente et concise envers la Turquie, non seulement à la lumière de son invasion récente et des abus et mauvais traitements récurrents en Turquie, mais aussi face à ses violations régulières des Droits Humains envers les minorités telles que les Kurdes, les Alévites et d'autres qui prennent place au sein de la Turquie.

Au lieu de contenir la Turquie et de soutenir de façon persistante les Kurdes et les Forces Démocratiques Syriennes -une combinaison d'Arabes, de Kurdes, d'Arméniens, d'Assyriens et d'autres groupes ethno-religieux- dans la lutte contre l'EI qu'ils mènent avec succès, les USA et l'UE continuent à faire preuve de peu de volonté, en choisissant ce qui semble être de la réalpolitik au lieu d'une politique démocratique et éthique. Toutefois, cette approche est discutable vu l'opinion publique globale et son soutien envers les Kurdes et le fait incontestable que jusqu'à présent ils et elles ont été les forces les plus efficaces dans l'élimination de l'EI mais aussi dans la création de régions démocratiques, inclusives et pacifiques.

Ce qui est clair, c'est que les Kurdes seront dans un état de guerre perpétuelle pour les temps à venir, que le conflit implique la Turquie, l'EI ou ses autres branches, ou Assad, ou tout cela à la fois. Il semble que l'état de paix est devenu pour les Kurdes un état de perpétuelles résistance et légitime défense. Mais s'il y a bien une chose que l'année précédente a pu montrer, c'est que les Kurdes sont très doués dans l'art de la guerre et de la légitime défense. Sans oublier que le terrorisme soutenu par l'État et les abus envers les Kurdes des années passées ne peuvent plus être cachés, ce qui a mené à un accroissement des condamnations du terrorisme d'État turc et du soutien de l'UE et des USA envers le régime. Cela, combiné au soutien global visible aux forces kurdes et aux FDS dans leur résistance héroïque face à l'EI assure une visibilité et un intérêt internationaux continus sur cette problématique.

La prochaine manœuvre qu'entreprendra la Turquie est claire : déstabiliser et empiéter le Rojava en attaquant ses trois cantons et en « reprenant » le territoire pour ses alliés islamistes. La phase stratégique et militaire la plus dure pour les Kurdes est encore à venir.

source

Hawzhin Azeez sur KurdishQuestion.com

Traduction: Merhaba Hevalno

## au Rojava-suite :

**MANBIJ:** Plus de 150 femmes, toutes originaires de Manbij, ont rejoint les forces du Conseil Militaire de Manbij, suite à la prise de la ville par les FDS. Elles sont en

train de former un bataillon de femmes pour se défendre et pour défendre leur ville. Par ailleurs, des dépôts d'armes de Daech ont été découverts dans la ville ; parmi ces armes, des lance-flammes fabriqués en Turquie. Des manifesta-

tions ont eu lieu dans la ville, récemment libérée, contre l'occupation turque et le massacre de civils ; on pouvait lire sur les banderoles : «À bas Erdogan, vive la démocratie», «Vive la fraternité des peuples».

## Faysal Sariyıldız : entretien avec Kedistan

Voici un extrait de l'entretien fait et traduit par les membres infatigables du site Kedistan avec Faysal Sariyıldız, qui était présent à Douar-nenez pour le festival international de films "Peuples de Turquie" qui y a eu lieu mi-août. Sariyıldız, ancien prisonnier politique et actuellement député HDP pour la province de Şırnak, était la source d'information principale depuis l'intérieur de la ville assiégée de Cizre pendant deux mois. À ce propos, nous avons déjà publié un entretien avec lui dans le Merhaba Hevalno n°3. Ici, il s'exprime, entre autres, sur l'invasion du Rojava par l'État turc, et les relations entre ce dernier et l'État Islamique. Pour lire l'entretien en entier, visiter Kedistan.net.

Le massacre à Antep... Vous le savez, à Antep, 54 personnes dont plus de 30 enfants ont été massacrées, des centaines de personnes ont été blessées, dont certaines resteront handicapées à vie. L'attaque a été commise par un membre de Daesh. Pourtant, jusqu'à maintenant, nous avons déposé des dizaines de questions [au parlement]. Nous avons dit : « Daesh, l'organisation la plus sauvage de l'histoire, s'organise à Antep, mais aussi dans toutes les villes de frontières, sous les yeux de l'Etat [turc] et avec sa complicité. Des gens venant des quatre coins du monde sont pris en charge dans ces villes, et sont transférés de l'autre côté [de la frontière]. Chacun sera transformé en une machine à massacre, une machine de mort et sera renvoyé dans tous les coins du monde et ce sera un problème. » Mais rien de ce que nous avons dit n'a été pris au sérieux, et ils ont commencé déjà à se disperser partout.

Pendant que je parle de tout cela, je ne vais pas pouvoir passer sans dire ceci : après

l'attaque d'Antep, les différents milieux du mouvement politique kurde ont clairement dit : « Ils ont fait le massacre le plus sale de l'histoire, mais une prochaine attaque profitant de celle-ci ciblera le Rojava et les initiatives démocratiques de cette région. C'est la légitimation de cette attaque qui est en train de se faire. » Juste après l'attaque d'Antep, dans les milieux gouvernementaux, l'idée de se retourner vers Daesh qui se trouve dans une zone précise au Rojava, à Jerablus, et la nécessité d'entrer dans cette région ont commencé à être émises. Parallèlement, des tirs de roquettes ont été effectués. Les roquettes ont atteint jusqu'à l'intérieur de Karakamış (commune d'Antep). Nous nous souvenons des propos [enregistrés] de Hakan Fidan, directeur du MIT, qui ont fuité et qui ont été publiés dans la presse : « Si c'est nécessaire, j'enverrai 4 hommes en Syrie. Je ferai tirer des missiles vers la Turquie, pour produire un prétexte pour déclarer la guerre ».

Ils ne se sont pas satisfaits de tirer des roquettes, ils ont aussi signé à Antep, un des attentats les plus sanglants de l'histoire. Et ils ont montré celui-ci comme motif d'intervention au Rojava. Les informations qui nous arrivent de la zone, parlent d'accord implicite, disent que les gangs se sont retirés après des pourparlers réalisés en quelques jours, et que la Turquie attaque pourtant comme s'il y avait une très grande menace.

Je voudrais finir en ajoutant qu'Erdoğan a fait une déclaration aujourd'hui : « Nous ne permettrons pas une formation divergente là-bas ». Ainsi, il a été clairement vu que l'intervention effectuée dans cette région, n'a rien à voir avec Daesh, mais cible la construction d'un système social démocratique, égalitaire et libre, menée par les Kurdes. Malheureusement, à la fois cette région et la Turquie sont traînées vers une catastrophe. Sans aucun doute, les Kurdes ne diront pas amen à partir de cette heure, et l'État n'abandonnant pas ses politiques meurtrières, hégémoniques et colonialistes, la Syrie et la Turquie seront traînées vers un chaos.

source

kedistan.net

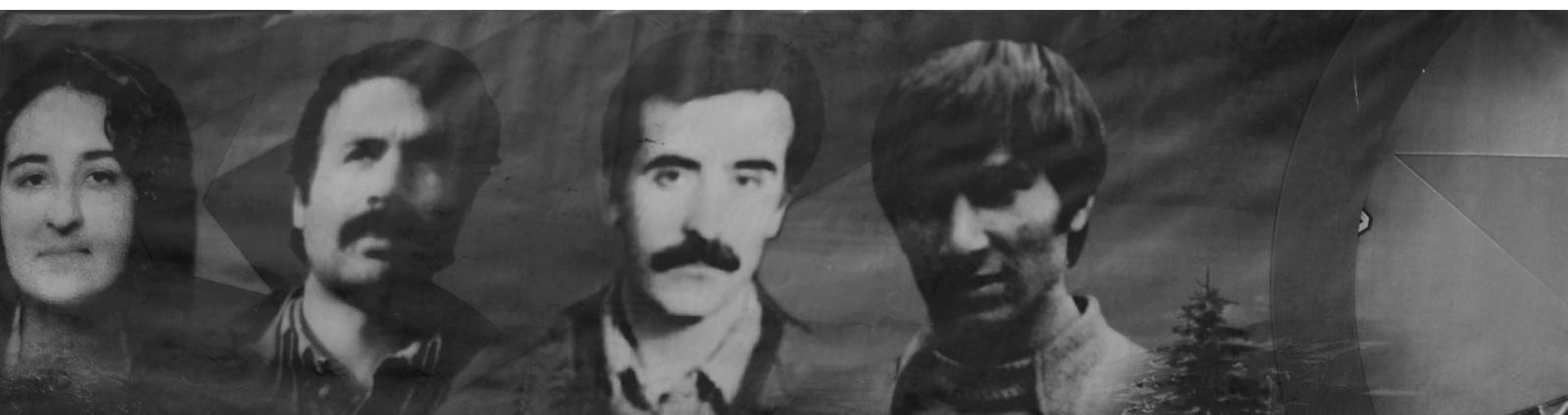
### au Rojava-suite :

**RÉSISTANCE NATIONALE SYRIENNE :** Dans le contexte de l'invasion de la Syrie par l'armée turque, la création d'une Coalition de "Résistance Nationale Syrienne" a été annoncée le 7 septembre lors d'une conférence de presse à Efrin. Les composantes de cette nouvelle coalition ne sont pas encore très claires (vu de l'extérieur en tout cas). Voici un extrait du communiqué : « Chères frères et sœurs, les peuples Syriens ont été les victimes d'une guerre haineuse régressive et insensée pendant les siècles de l'exploitation Ottomane [...] La situation actuelle n'est qu'une autre façade de la mentalité d'Adolf Hitler. Aujourd'hui, le soutien accordé aux groupes terroristes formés en Syrie est en train de redonner vie à cette mentalité [...] C'est donc pour ces raisons que nous déclarons la création d'une coalition solidaire, la Résistance Nationale Syrienne, composée des patriotes de la Syrie ainsi que des forces armées [...] ».

**ATTENTAT À QAMISLO:** Le 27 juillet, une attaque au camion piégé perpétré par Daesh a tué plus de 50 personnes et blessé environ 150 dans la ville de Qamishlo, capitale du Rojava. Les Charlies étant en vacances d'été, aucune réaction (à notre connaissance) n'a eu lieu en France.

**HASSAKÉ :** L'armée syrienne attaque pour la première fois le Rojava. La co-présidente du Conseil Démocratique Syrien (branche politique des FDS), İlham Ehmed, analyse ces affrontements comme le résultat d'un « jeu majeur, dont la Turquie est à la tête ». Les régimes de Turquie, de Syrie et de l'Iran mènent une lutte pour le pouvoir et tentent d'écraser la volonté populaire qui s'organise et résiste au Rojava depuis 5 ans. Au final, les YPG/YPJ en sortent triomphants de la bataille de Hassaké.

**«RÉGION DU KURDISTAN SYRIEN» :** « Le Conseil national kurde de Syrie (KNC), soutenu par le président du Kurdistan irakien Massoud Barzani, a mis au point une



## au Rojava-suite :

nouvelle proposition visant à créer une «région du Kurdistan syrien» [...] Le projet est très différent du système fédéral annoncé par le Parti de l'Union Démocratique (PYD) et ses alliés en mars 2016. » Pour en lire plus, voir l'article intitulé «Le Conseil National Kurde (KNC) annonce un plan pour la création de la Région du Kurdistan Syrien» sur lephenixkurde.

**CONFLITS PYD-OPPOSANT.ES** : arrestation de responsables politiques PDKS et Yekitis à Qamishlo. Dans les suites des

conflits entre les différents partis kurdes au Rojava, les forces de sécurité Assayich ont arrêté mi-août au moins 14 responsables du parti Yekiti et du Parti démocratique kurde (KDP ou PDK-S), tous les deux opposés au PYD et membres du CNK ou ENKS (voir glossaire). Ibrahim Berro, président du CNK, fait partie des personnes arrêtées ; après avoir été relâché le lendemain, il aurait été reçu par Massoud Barzani dans le Kurdistan irakien. La tension était déjà palpable avant ces événements. Quelques jours auparavant, des groupes de personnes portant les drapeaux du PYD/PKK avaient fracassé les bureaux de

ces partis traitant leurs membres de traîtres, et fin juillet une jeune femme avait détonné un explosif à l'entrée du bureau du PDKS. [kurdwatch.org]

**RECRUTEMENT FORCÉ** : Des infos ont à nouveau circulé cet été quant au recrutement de force de jeunes par les Assayish (pour les envoyer sur les lignes de front après un court entraînement) dans les cantons de Efrin et de Kobane. Rappelons que dans le canton de Céziré, l'objection de conscience avait été introduite. [kurdwatch.org]

# APPEL DE L'UNION DES JEUNES FEMMES DU ROJAVA (ZJC) ET DE L'UNION DE LA JEUNESSE DU ROJAVA (ZCR)

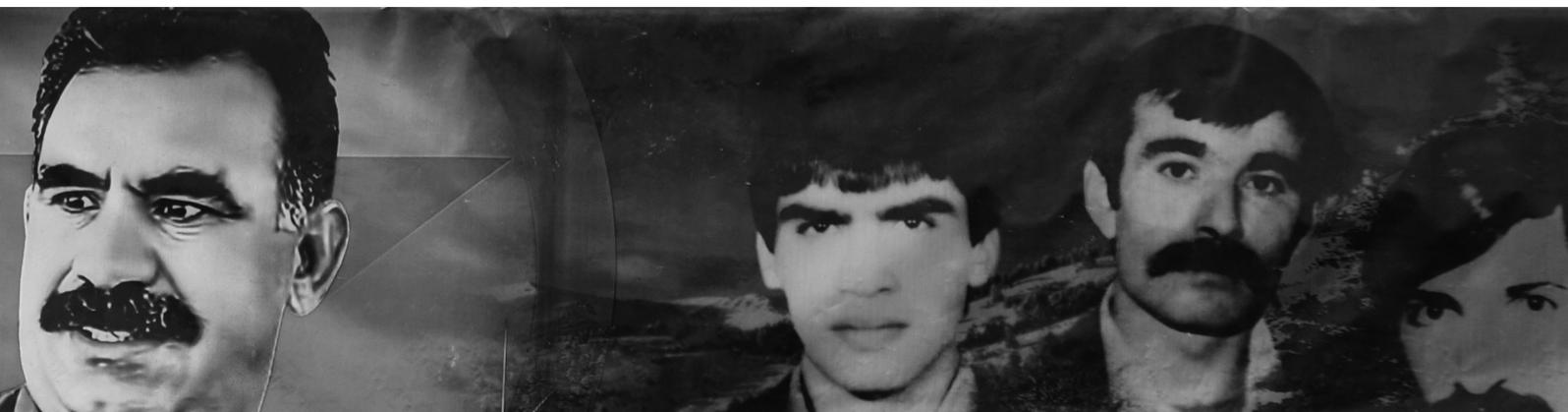
Depuis toujours la jeunesse a eu le premier rôle dans la construction de notre société. La force, l'énergie et la volonté de la jeunesse, particulièrement au cours des révolutions contre l'oppression, la domination et la dictature, ont mis en échec les conspirations échafaudées contre le peuple. Certains États en particulier s'opposent aux mouvements de résistance et de libération de la société. Aujourd'hui l'État turc massacre des populations civiles et maintient en détention le leader et défenseur de la paix, Abdullah Öcalan. Öcalan est détenu en isolement total et n'a le droit de recevoir aucune visite ni de ses proches, ni de ses avocats, ni d'aucune délégation officielle. Nous sommes aujourd'hui très inquiet.es pour sa vie. De plus, les forces d'occupation turques entreprennent une politique d'agression permanente dans les régions kurdes à l'encontre des populations locales et n'hésitent pas à utiliser les méthodes les plus sales. Dans ces temps difficiles, l'armée turque a enfin récemment envahi la ville de Jarablous au nord de la Syrie, bafouant ainsi la législation internationale.

Nous, Union des Jeunes Femmes du Rojava et Union de la Jeunesse du Rojava, nous appelons les jeunes du monde entier à protester contre l'occupation turque et à ne pas rester sans voix face aux conditions injustes d'incarcération du leader et défenseur de la paix Öcalan. La société ne sera pas libre tant qu'Öcalan ne sera pas libéré. Nous appelons à des actions pour protester contre l'isolement d'Öcalan dans la période du 15 au 17 septembre 2016. Informez-nous quant aux dates que vous avez choisies pour mener ces actions. Envoyez-nous vos communiqués par e-mail à rojavaciwano ARROBAS gmail.com .

Transmettez-nous les photos et vidéos de vos actions.

Ensemble mettons fin au silence !

Ensemble debout pour la liberté des peuples ! Nous avons commencé avec l'esprit de la jeunesse, c'est dans ce même esprit que nous vaincrons !



## au Bashur :

**COMMÉMORATION SHENGAL :** Des rassemblements ont eu lieu à plusieurs endroits dans la région du Shengal à l'occasion du 2ème anniversaire du massacre des Yézidi.e.s par Daech qui a eu lieu le 3 août 2014. Voici un extrait du communiqué : « Les pratiques [de Daech], telles que l'enlèvement des femmes Yézidis en tant que butins de guerre, leur mise en esclavage, les viols systématiques [...] ne s'inscrivent pas que dans une guerre systématique contre les femmes, mais prennent la forme d'un vrai féminicide. Le peuple Yezîdi, et surtout les femmes, ont répondu aux génocides et féminicides de Daech avec l'autogestion et l'autodéfense. [...] Cependant [...] d'innombrables femmes sont toujours entre leurs mains. Il faut urgemment que les actions de solidarité internationale soit menées pour exiger leur libération. » Simultanément, à Bielefeld (Allemagne), une marche a eu lieu à l'initiative de l'Assemblée des Femmes Yezîdies ainsi que du Mouvement des Femmes Kurdes en Europe (TJK-E). Ce dernier avait lancé un appel à toutes les communes, initiatives et assemblées à y participer et à réagir contre le féminicide des femmes Yezîdies au Kurdistan.

**ENFANTS-SOLDATS :** Dans le contexte des préparatifs de l'offensive tant attendue contre la ville de Mossoul, certaines milices irakiennes basées dans la région kurde ont commencé à recruter des enfants pour les emmener ensuite sur les lignes de front de la guerre contre Daech. L'usage des enfants par Daech est déjà bien documenté, mais selon une source de Human Rights Watch, « Il faut que le gouvernement irakien, ainsi que ses alliés internationaux prennent des actions immédiates, sinon il y aura des enfants sur les deux lignes de front à Mossoul. »

**MOSSOUL :** Les affrontements pour libérer Mossoul de L'État Islamique continuent, les villages au nord et à l'est de la ville étant depuis cet été sous contrôle du Kurdistan irakien (KRG), et une partie au sud, sous contrôle de l'armée irakienne (de Bagdad). Pour l'instant, la coalition internationale (surtout américaine et britannique) soutient les troupes sur le terrain en bombardant depuis leur aviation. Mais les alliances

entre différentes puissances régionales et mondiales pour la reprise de Mossoul sont loin d'être simples ; rien n'est moins clair sur qui aura le contrôle de la 2ème ville irakienne (tellement stratégique et riche en pétrole) une fois l'EI chassé. Les groupes participant à cette bataille sont les Peshmergas kurdes du KRG (armés et entraînés par les US), des groupes sunnites irakiens, des groupes chiites irakiens (soutenus par l'Iran), et en une certaine mesure l'armée irakienne. Les milices chiites ont récemment menacé les forces étrangères et les Kurdes de se mêler dans cette bataille, alors que elles-mêmes ne sont pas acceptées par les groupes sunnites y participant.

**FEU DE PÉTROLE :** Avant d'abandonner la ville de Qayyara (près de Mossoul), les gangs de Daech ont mis le feu aux puits pétroliers situés sur la périphérie de la ville. Depuis, ces puits brûlent jour et nuit, étouffant les habitant.e.s et les forçant de fuir leur ville même après sa libération de Daech.

**FRONT DÉMOCRATIQUE DU PEUPLE :** Lors d'une conférence de presse à Kirkuk le 1er septembre, la création du «Front Démocratique du Peuple» a été annoncée. L'organisation se revendique comme étant démocratique et libertaire, agissant selon les principes du fédéralisme démocratique, et appelle tou.te.s les jeunes et les femmes à la rejoindre afin de trouver des solutions à la crise politique dans le Kurdistan irakien.

**EXPORTATIONS DE GAZ :** Un représentant du KRG ou GRK (Gouvernement Régional du Kurdistan) à Bruxelles a déclaré que sa région pourrait exporter suffisamment de gaz vers l'Europe pour couvrir une quantité importante de ses besoins énergétiques d'ici 2019. Les exportations de gaz seraient transférées par la Turquie avant d'arriver en Europe. Par ailleurs, une délégation du KRG était dans la capitale iranienne, Téhéran, plus tôt cette année pour des entretiens sur un accord pour exporter du pétrole et du gaz.

**COMMÉMORATION BARZAN :** le 31 juillet 1983, un massacre de Kurdes dans la région de Barzan est perpétré par le parti Baas. Deux articles parus à ce sujet sur lepehnixkurde rappellent cette

politique génocidaire par le régime baasiste dans les années 1970 et '80.

**PUK-GORAN:** En juin dernier, le PUK et le Goran ont fait une alliance historique (le Goran est le principal parti kurde d'opposition à la coalition PUK-KDP au pouvoir au KRG). Mi-juillet ils ont annoncé qu'ils vont travailler ensemble au sein du Parlement régional du KRG. Fin août, le PUK a passé la gouvernance de la province de Sulaymaniyah au Goran.

**GORAN-ÖCALAN :** Le député du Goran, Adil Aziz, a appelé toutes les composantes politiques kurdes à mettre la pression sur l'État turc pour la libération du leader Öcalan.

**QANDIL :** Les Monts Qandil abritent une bonne partie des différentes guérillas kurdes du Bakur et du Rojhilat. Mi-août, l'armée iranienne bombarde des villages dans ces zones des guérillas au Kurdistan irakien. Début septembre, c'est l'aviation turque qui recommence à bombarder aussi les monts Qandil.

**TENSIONS ROJAVA-KRG :** Une délégation du Rojava (formée de représentant.es de l'Administration Autonome Démocratique) qui devait participer au Forum Social Mondial au Canada, a été bloquée (le 10 août) par les autorités du KRG au passage frontalier de Sêmalka (qui sépare le Rojava du Başur). Les forces de sécurité du KDP ont aussi bloqué (le 9 septembre) la foule qui tentait d'atteindre Hewler pour le rassemblement en faveur de la libération d'Öcalan.

**JOURNALISTE ASSASSINÉ :** Un journaliste de RojNews, Vedat Hüseyin Ali, a été kidnappé, torturé puis tué à Duhok. L'agence de presse RojNews a pointé la responsabilité du KDP car Ali avait été arrêté auparavant plusieurs fois par «Parastin» (services secrets du KDP) et avait été menacé car il refusait de devenir un agent du Parastin.

**BARZANI-ERDOGAN:** Massoud Barzani, président du KDP et ancien président du KRG, s'est entretenu fin août avec les autorités turques à Ankara. Il a ensuite fait des déclarations hostiles au PYD-guérillas YPG/YPJ et justifiant l'invasion turque de Jarablus.

## ENTRETIEN AU ROJHELAT AVEC HASSAN SHARAFI, RESPONSABLE DU PDKI

Depuis que les Kurdes iraniens du PDKI ont annoncé avoir repris la lutte armée, les affrontements continuent à avoir lieu entre les combattants et les Gardiens de la Révolution Islamique en Iran. Dans le numéro de juillet, nous avons publié un article sur les différents mouvements kurdes dans ce pays. Afin de suivre la situation dans cette partie très peu médiatisée du Kurdistan, nous publions ici un court entretien avec Hassan Sharafi, secrétaire général adjoint du PDKI, relayé sur le site [lephenixkurde.tumblr.com](http://lephenixkurde.tumblr.com).

Après la reprise de la lutte armée contre le gouvernement iranien, le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) est à nouveau actif dans les territoires kurdes, au nord-ouest de l'Iran, où Téhéran l'accuse de mener des opérations militaires au nom de l'Arabie Saoudite. Dans une interview exclusive accordée à BasNews, Hassan Sharafi, le Secrétaire général adjoint du PDKI, rejette ces allégations et réaffirme que les peshmergas de son parti n'ont pas prévu de mettre fin à leurs opérations militaires contre les forces iraniennes. Voici la version française de cette interview préalablement traduite du kurde à l'anglais par Basnews.

**BasNews: Après avoir effectué plusieurs opérations militaires au Kurdistan iranien, est-ce que vos forces peshmergas ont arrêté encore une fois leurs opérations ?**

Sharafi: Pas du tout, les opérations militaires du PDKI continuent à travers le Rojhelat [Kurdistan iranien], mais leur importance varie en fonction des situations et des secteurs. Nous n'avons déployé aucun peshmerga en Iran, étant donné que nous y avons beaucoup de gens.

**BasNews: Dans quelle mesure la population kurde à l'intérieur de l'Iran soutient votre lutte ?**

Sharafi: Le mois dernier, nous avons appelé le peuple du Kurdistan iranien à soutenir une campagne sur le 27<sup>e</sup> anniversaire de l'assassinat de Qasemlou, et le peuple a largement répondu. Malgré la pression des forces de sécurité iranienne sur eux, les gens ont fermé le marché.

**Est-ce que le PKK [Parti des travailleurs du Kurdistan] empêche la mobilisation de vos forces à travers les frontières du KRG [région autonome de Bashur, ou Kurdistan irakien] avec l'Iran ?**

Il y a des problèmes, mais nous essayons d'empêcher qu'ils se développent. Après les affrontements qui ont éclaté l'année dernière [entre le PDKI et le PKK], affrontements qui ont fait plusieurs victimes de notre côté, nous avons tenu des réunions pour faire face aux tensions.

**Après que l'Iran ait menacé d'attaquer les camps du PDKI dans le district de Koya, dans la région du Kurdistan, comment votre appel à la communauté internationale a permis de protéger votre peuple contre ces éventuelles agressions ?**

Nous avons informé des dizaines de pays étrangers sur les menaces de la République islamique d'Iran, et ils ont répondu à notre appel. Cependant, la menace était non seulement contre nous, mais aussi contre le gouvernement régional du Kurdistan. Nous pensons que les menaces iraniennes pour attaquer nos camps sont toujours actives.

**L'Iran a accusé le consulat général d'Arabie Saoudite à Erbil de vous financer et de vous soutenir pour que vous attaquiez l'Iran. Quelle est la vérité ?**

Ce sont effectivement de drôles de déclarations de la République islamique d'Iran. L'Arabie Saoudite, comme tout autre pays, a sa mission diplomatique dans la région autonome, et elle n'interfère pas dans les affaires des autres pays, comme l'Iran le fait. Nous n'avons pas de liens avec l'Arabie Saoudite, mais nous avons des relations diplomatiques avec l'Occident. Ces allégations sont sans fondement, mais ce n'est pas nouveau.

**Avez-vous été appelés pour l'ouverture de négociations avec l'Iran après les récents affrontements militaires ?**

Ils n'ont pas demandé d'entretiens, pas plus que nous, car nous croyons que l'Iran ne vise pas à résoudre la question kurde par des négociations pacifiques. Nous avons tenté précédemment de négocier avec l'Iran. Des expériences amères. Cependant, nous souhaiterions que la question kurde soit résolue par des négociations, mais la République islamique n'est pas intéressée par la paix autant qu'elle est intéressée par l'engagement militaire.

**Croyez-vous que l'Iran pose des obstacles au référendum prévu sur l'indépendance kurde dans la région du Kurdistan ?**

Nous ne voulons pas intervenir dans les affaires de la région du Kurdistan ; mais nous sommes certains que l'Iran ne sera pas satisfait par un référendum sur l'indépendance dans la région du Kurdistan et qu'il va mettre des obstacles à sa réalisation. L'Iran affirme qu'il est un pays ami [de la région du Kurdistan, en Irak], mais ce n'est pas vrai dans les actes. Ils sont contre les Kurdes n'importe où, comme ils sont contre les Kurdes du Rojhelat [le Kurdistan iranien].

source

EnglishBasNews

Traduction : LePhenixKurde

### au Rojhilat :

**EXÉCUTIONS :** Les exécutions de prisonniers politiques continuent en Iran. Selon certaines sources, environ 35 prisonniers kurdes ont été pendus pendant le mois d'août, y compris l'érudit sunnite et militant pour les droits des Kurdes Sharham Ahmadi, malgré une campagne internationale menée par Amnesty International et d'autres institutions revendiquant sa liberté.

**KJAR :** La Communauté des Femmes Libres de Rojhelat a publié un communiqué pour remercier ceux et celles qui ont contribué à la pétition, signée par plus de 276.000 personnes, pour exiger la libération de Zeinab Jalalian, prisonnière politique kurde enfermée et condamnée à mort depuis maintenant 9 ans, devenue un symbole de la résistance des femmes kurdes en Iran.

**MISOGYNIE :** Dans certaines régions en Iran, des manifestations de cyclistes ont lieu tous les jeudis, dans le cadre de luttes écologistes. Récemment, les autorités iraniennes de la ville kurde de Merîwan ont essayé d'empêcher les femmes d'y participer, provoquant ainsi la colère des habitants : des manifestations ont eu lieu, et des centaines de femmes, et d'hommes solidaires, ont continué à mener des actions pour revendiquer la participation des femmes dans toutes les activités publiques.

**SOLIDARITÉ ROJAVA :** 64 intellectuels du Rojhilat ont signé une déclaration contre l'invasion turque du Rojava. Ils soulignent que l'État turc a essayé de dissoudre la révolution du Rojava en soutenant l'EI depuis des années, et qu'il a lancé l'invasion militaire une fois l'autre stratégie ayant échoué. « Nous appelons tout le monde favorable à la liberté à soutenir le Rojava. Nous devons protéger la révolution du Rojava avec un soutien moral et matériel, avec des rassemblements et des manifestations, avec nos chansons, nos poèmes et nos films. »

# DOSSIER : “DU PUTSCH MILITAIRE RATÉ AU PUTSCH CIVIL”

\*\*\* suite de la p. 1

Ce dossier prétend transmettre une contre-information, en relayant notamment les analyses faites par le mouvement de libération kurde. La guerre menée si brutalement contre le peuple kurde par l'État turc cette dernière année est un aspect central des origines de cette tentative de coup d'État. Puis, c'est encore une fois le mouvement révolutionnaire kurde le principal acteur politique contre lequel se déverse la foudre du régime, mis à part le mouvement güleniste.

Une chronologie non-exhaustive des premiers jours après le coup d'état donne un aperçu de la mise en place quasi immédiate d'une purge de l'appareil de l'État par le gouvernement et des premières conséquences de la déclaration de l'état d'urgence (ça vous rappelle quelque chose?...).

Un article d'Étienne Copeaux vient replacer les massacres perpétrés par les soi-disant « manifestants pour la démocratie » dans la continuité historique des massacres qui ont traversé la Turquie depuis sa création. Nous partageons pleinement la crainte qu'émet l'auteur de ce texte face à la montée de cette extrême droite aussi ancrée dans la société et la politique turques.

Bien que nous ne considérons pas cruciale la question de la paternité de ce coup d'état, nous relayons tout de même un extrait d'un texte qui tente d'explorer la thèse selon laquelle il s'agirait du mouvement Gülen. Étant donné que la presse n'a fait que parler de ça, il nous a paru important de clarifier de quoi et de quoi on parle.

Le communiqué du KNK -la coordination du mouvement de libération kurde dans la diaspora européenne- trace les différents liens entre la fameuse « question

kurde » et le coup d'état, et plus important encore, l'après-coup d'état.

Un recueil de propos de représentants de plusieurs organisations du mouvement de libération kurde pointe encore une fois la responsabilité d'Erdoğan et de son gouvernement AKP par leur mise en place du « mécanisme de coup d'état » et son rôle d'instigateur de la guerre civile qui est en train de s'instaurer en Turquie (le dossier “Rojava” montre comment le gouvernement turc est aussi en train de faire déborder son propre conflit avec les Kurdes au-delà de ses frontières en attaquant les Kurdes en Syrie, puis en Irak).

Le communiqué du Conseil Démocratique Kurde en France en réaction à la fermeture du principal journal kurde, Özgür Gündem, retrace les différents épisodes de répression contre ce journal.

Enfin, un article résume la campagne acharnée lancée par le mouvement kurde un peu partout pour forcer le gouvernement turc à rompre l'isolement de leur leader Öcalan, qu'il les soupçonnent d'être en gros risque suite à la répression d'après-putsch.

## Déclaration par les Forces de l'Armée

Dans la soirée du 15 juillet, une partie de l'armée occupe les rues d'Istanbul et d'Ankara, bloque des points stratégiques et bombarde des lieux du pouvoir. Voici leur déclaration :

« TSK [les Forces Armées de Turquie] ont pris totalement le pouvoir pour l'établissement de l'ordre constitutionnel, la démocratie, les droits humains et les libertés, pour la domination de la supériorité de la loi et de l'interrompu ordre public. Tous nos traités et engagements internationaux restent en vigueur. »

## Chronologie non-exhaustive des premiers jours après le putsch

15 juillet, dans la soirée : Des chars de l'armée bloquent les points stratégiques d'Istanbul et d'Ankara (comme le pont du Bosphore reliant à Istanbul les parties européenne et asiatique), puis l'aviation bombarde des lieux de pouvoir (y compris

le Parlement, l'hôtel où se trouvait le président Erdoğan, la centrale des forces spéciales de police, et les bureaux des services de renseignement MIT).

16 juillet : Des groupes d'extrême droite prennent la rue à Istanbul suite à l'appel du Président Erdoğan. Ils se déchainent sur les putschistes qui se rendent à la police : des scènes de tortures et d'assassinats infligées par ces civils, en collaboration avec les flics, se répètent tout le long de la journée. Ces groupes d'ultra-nationalistes se dirigent également vers le quartier Gazi, habité principalement par des Alévi.e.s, des Kurdes, et des communistes. Escortés par les blindés de police, ils attaquent les gens dans leur quartier, pendant que la police jette des lacrymos. Les jeunes du quartier se rassemblent par groupes et résistent jusqu'à chasser les agresseurs ; les affrontements entre les jeunes et la police continuent jusque tard dans la nuit.

17 juillet : 2.745 juges et procureurs sont destitués. Des avis de recherches sont délivrés pour 140 membres de la Cour Suprême et 48 du Conseil d'État, et au moins 70 arrestations ont lieu dans plusieurs provinces (surtout à Istanbul et à Gaziantep -Kurdistan), sous l'accusation d'être « membre d'une organisation armée terroriste » et de « tentative de renverser le gouvernement de la République de Turquie ».

18 juillet : 8.777 fonctionnaires du ministère de la Défense sont destitués.

20 juillet : tous les académiciens -y compris les recteurs- de toutes les universités sont interdits de quitter le pays.

20 juillet : l'État d'Urgence est déclaré dans tout le pays pendant 3 mois par Erdoğan au nom du Conseil de Sécurité Nationale

21 juillet : la Convention Européenne des Droits Humains est suspendue pendant l'état d'urgence.

23 juillet : la durée de garde-à-vue est prolongée à 30 jours pendant l'état d'urgence, et les parloirs de prisonniers avec leurs familles sont largement restreints.

Des organisations liées au mouvement Gülen sont fermées : 35 institutions de santé, 1043 institutions d'éducation privée, 1229 fondations et associations, 19 syndicats, et 15 institutions d'éducation supérieure.

## en Turquie :

**CONTRE-GUÉRILLA:** Le président turc, Erdoğan, a nommé comme son conseiller principal, l'ancien général et propriétaire de la compagnie SADAT qui fournit de l'entraînement contre-

guérilla. Le nom de SADAT était apparu lorsqu'ils ont essayé de brûler 34 villages à Lice (Bakur) en juillet dernier.

**ÉTAT D'URGENCE :** Le 1er article du dossier “Du putsch militaire raté au putsch civil” dans ce mensuel résume les progrès

de l'appareil de l'État et les mesures d'état d'urgence mis en place après la tentative de coup d'état. Le dernier épisode en date, c'est la destitution de 28 mairies kurdes : le gouvernement a placé lui-même ses alliés au sein de ces mairies (cf. brève dans la section du Bakur).



## DE L'ÉTAT À LA HORDE ?

Étienne Copeaux publie sur son blog un article, trois jours après la tentative de coup d'État, qui analyse l'origine des « meutes » de nationalistes descendus dans la rue. Ceux-ci, loin de « manifester pour la démocratie » comme le prétend une grande partie de la presse, s'en prennent aux putschistes puis à toutes les opposant.es à Erdoğan, avec la même violence que lors des massacres qu'ont rythmé l'Histoire de la Turquie depuis sa création au XXe siècle. Des centaines de personnes ont été torturées et assassinées pendant les premiers jours après le putsch par une complicité entre des « manifestants » et la police. Peu après, le même sort a été réservé aux personnes LGBTI et/ou travailleuses du sexe (lire à ce propos les brèves en encart).

Trois jours ont passé. Un aspect fondamental, central, de l'après-putsch est sous-estimé par les médias. Ce n'est pas l'éventuelle implication du prédicateur Fethullah Gülen dans le putsch ; ce n'est pas la rouerie du président, qu'on soupçonne d'avoir orchestré une immense provocation pour renforcer son pouvoir. Tout cela, après tout, on s'en moque, et beaucoup de mes correspondants sur Facebook le disent et le clament.

Qu'est-ce qui compte vraiment dans l'affaire ?

Dans la nuit du 15 au 16, juste après l'appel du président à descendre dans les rues pour

le soutenir, j'ai cru revoir, sur les vidéos publiées par les réseaux, les meutes qui avaient envahi les rues de Sivas le 3 juillet 1993. Les meutes de nationaux-islamistes qui criaient « A mort ! » à l'intention des Alévites venus dans la ville pour fêter le poète Pir Sultan Abdal, et particulièrement à l'intention de l'écrivain Aziz Nesin, qui, quelques heures plus tôt, n'avait pas craint de s'affirmer athée, en public et devant les caméras de la chaîne fasciste TGRT. Cette meute a mis le feu à l'hôtel où s'étaient réfugiés de nombreux participants au festival. 37 personnes sont mortes [1].

En évoquant ce drame, je veux dire que la meute qui a envahi les rues des villes de Turquie le 16 au petit matin est composée de gens qui n'ont pas peur, qui n'auront pas peur, de mettre le feu à un bâtiment habité ou occupé par des gavrur (infidèles) ; qu'il s'en trouvera assez pour aller massacrer, chez elles, dans la nuit, des familles entières comme à Maraş en décembre 1978 [2] ; que ces foules, si on les y encourage même implicitement, pourront impunément saccager, voler, battre, violer, dans des quartiers entiers comme lors du pogrom des Rum d'Istanbul en septembre 1955 (récemment analysé par Anna Theodoridès dans une thèse magnifique). Il y a là une chaîne d'événements, dont la liste complète serait longue et qui remonte au moins à 1915. Oui, ces gens sont capables du pire, d'autant plus que la plupart de leurs « aînés » de 1915, 1955, 1978, 1993 n'ont pas été poursuivis.

La littérature spécialisée sur la Turquie, jusqu'à une époque très récente, a été étrangement muette sur cette continuité. Je ne parle même pas du génocide [des Arménien.ne.s]... mais combien de thèses,

de travaux sérieux, en français, sur ces événements qui marquent au fer rouge la mémoire des Turcs, de tous ceux qui ont à craindre des meutes national-islamistes, les Alévites, les démocrates, les Kurdes ? Dans ma recension de documents sur le massacre de Sivas, j'ai trouvé un témoignage du frère d'une des victimes, interviewé en 2008, et qui dénonce une conception particulière de l'État en Turquie. Partout dans le monde est admis le principe de la continuité de l'État, quels que soient les changements de gouvernement ou même de régime. Le principe s'applique dans le domaine juridique mais en Turquie, estime-t-il, il s'étend au domaine de la violence perpétrée au nom des valeurs prônées par l'État. Il a parfaitement raison.

L'histoire de la Turquie contemporaine est à revoir. On a l'habitude de tracer des récits historiques en fonction des régimes, des élections, des partis, des gouvernements, des coups d'État puisqu'en Turquie ceux-ci déterminent les régimes politiques.

Mais si l'on prend en considération la chaîne des événements traumatiques, le résultat est surprenant car ces traumatismes surviennent au cours de gouvernances très diverses : les Jeunes-Turcs (1915), le kémalisme (la suite des massacres de Kurdes entre 1919 et 1938), le parti démocrate et anti-kémaliste de Menderes (1955) mais aussi le régime militaire kémaliste qui a suivi et poursuivi la politique d'expulsion des orthodoxes (1965), le gouvernement kémaliste de gauche de Bülent Ecevit (1978), la coalition kémal-droitière de Tansu Çiller et İnönü (1993). Quant à la politique répressive contre les mouvements kurdes, elle est continue malgré tous les changements de

gouvernements, de majorités, malgré les coups d'État, etc. Ce que fait faire Erdoğan dans le sud-est du pays [le Kurdistan] n'est pas différent de ce que laissaient faire ou faisaient faire Atatürk ou ses successeurs. Et comme on le voit les cibles semblent diverses (Arméniens, Rum orthodoxes, Alévis, Kurdes, et je ne parle même pas des pogroms de Juifs en Thrace en 1934) mais quelque chose relie entre elles ces cibles.

Cela fait apparaître dans la vie politique turque un acteur essentiel, la foule fanatisée, que nous voyons à l'œuvre depuis le 16 juillet au matin. Les nouvelles alarmantes sont foison. Il semble que la décapitation d'au moins un soldat, sur un des ponts du Bosphore le 16 au matin, soit un fait avéré. Le site kedistan.net a publié des photos de lynchage, où l'on voit les partisans d'Erdoğan fouetter de leurs ceintures de malheureux bidasses qui s'étaient laissé entraîner dans l'aventure. Le site d'information sendika.org, souvent censuré par le pouvoir, a dressé une liste non limitative des exactions et agressions commises, dans tout le pays, le 16 juillet, proclamé « fête de la démocratie » : contre les réfugiés syriens à Ankara ; contre des débits de boissons alcoolisées à Kadıköy et Moda (Istanbul) ; contre les Alévis à Defne (Istanbul) et à Malatya ; défilés d'intimidation dans divers quartiers d'Ankara, notamment le quartier alévi de Sahintepe, ainsi qu'à Gaziosmanpaşa, grand quartier alévi d'Istanbul.

Dans la presse (sur le papier ou sur le Net) on a aimé illustrer l'événement par des photos glorieuses où la foule grimpe sur les chars militaires, ou sur le monument de Taksim en agitant des drapeaux. Référence aux stéréotypes démocratiques : le cycliste bloquant un char à Pékin, la foule de jeunes sur le monument de la place de la République ou d'autres lieux de mémoire du mouvement des Indignés ; et pourquoi pas la Liberté guidant le peuple ? J'ai même vu des photos imitant le stéréotype de la victoire d'Iwo-Jima... De telles illustrations infèrent que la foule défend la démocratie : à ce jour, les moteurs de recherche ne proposent que des images rassurantes.

Les cibles de la foule commencent à se préciser. Il s'agit d'une foule de mâles, derkek. Comme si les femmes n'étaient, par nature, pas intéressées à la défense de la « démocratie ». Un des dirigeants du Trabzonspor [club de foot] n'a-t-il pas tweeté, cette nuit-là : « Les biens et les femmes des putschistes, ces bâtards de gavur, sont désormais le butin de la nation ! » Deux choses sont claires : pour ces gens les femmes sont un butin, et ceux qui s'en prennent à Erdoğan sont des « bâtards d'infidèles ». Dans les foules on

a aussi crié « Mort aux Arméniens ! ». La foule désigne ainsi l'ennemi éternel, le gavur en général. Tout adversaire est un infidèle en raison d'un raisonnement efficace : la Turquie est musulmane, donc un ennemi de la Turquie ne peut être musulman. Le premier terme est intégré depuis longtemps dans les consciences et l'inconscient collectif, n'en déplaisent à ceux qui croient encore que la Turquie est « le seul pays musulman laïque ».

Comment un pays qui a éliminé toute sa population non musulmane entre 1915 et 1974 pourrait-il être laïque ? Le nationalisme turc, depuis ses débuts, à la fin du XIXe siècle, a toujours intégré l'Islam dans la définition de la nation turque. Ce n'est pas une invention d'Erdoğan. Le programme du nationaliste Ziya Gökalp, en 1918, se formulait ainsi : « Turquifier, islamiser, moderniser ». Ce n'est pas Erdoğan, mais les militaires putschistes de septembre 1980 qui ont rendu obligatoire l'enseignement religieux dans les écoles publiques, qui ont favorisé la création d'écoles privées religieuses, et introduit jusque dans la constitution la notion de « culture nationale » définie comme une synthèse des valeurs islamiques et de la culture des steppes. Ils ont favorisé, par des institutions culturelles ad hoc, l'émergence de l'idéologie dite « synthèse turco-islamique », un national-islamisme dont on peut considérer qu'il triomphe avec Erdoğan.

C'est une chose que j'ai étudiée avec minutie : dans les manuels scolaires d'Histoire, depuis les années 1970, tout est fait pour que les enfants s'identifient à l'Islam et considèrent leur pays comme « une nation musulmane », mieux, le « fer de lance » et le « bouclier » de l'Islam. Cette idée est inculquée depuis bientôt un demi-siècle. Aussi, proclamer « La Turquie est musulmane ! » au cours d'une manifestation, ce n'est pas seulement proclamer une évidence, c'est une revendication.

Mais que revendiquer, alors que, comme on le proclame sans cesse, « 99 % des Turcs sont musulmans » ? Cela signifie-t-il éliminer le reliquat ? Peut-être, pour certains (comme l'attestent des meurtres de chrétiens de temps à autre). Mais en réalité l'affirmation fonctionne comme un mécanisme plus complexe. S'il est admis que « la nation turque est musulmane » cela signifie qu'un ennemi supposé de la nation turque ne peut être musulman. [...] Si on lui désigne un gavur, [l'émeutier] se sentira légitimé dans son agressivité, car le gavur ne peut être qu'un ennemi ; et l'ennemi ne peut être qu'un gavur. Voici donc la clé du tweet de Trabzonspor : les militaires putschistes,

## en Turquie-suite :

**ASSASSINATS DE LGBTI :** La haine promue par le gouvernement et les massacres tolérés s'abat également contre les personnes LGBTI. Début août, un réfugié gay syrien et une femme transgenre ont été retrouvés morts.es dans les rues d'Istanbul à une semaine d'écart. Tou.tes les deux ont été violés.es, torturés.s, puis massacrés.s ; des crimes qui resteront sans doute sans poursuite, comme il en est coutume. Hande Kader, femme transgenre, travailleuse du sexe et militante trans, était devenue un symbole lors de la Marche des Fiertés 2015, qui avait été interdite ; elle avait résisté avec son amie en s'assillant devant les canons à eau. En juillet 2016, les Marches Trans et celle des Fiertés ont encore été interdites, et des menaces homophobes ont circulé depuis les réseaux d'ultra-nationalistes (les mêmes qui ont pris les rues à l'appel d'Erdoğan après le putsch militaire).

**FERMETURE DE ÖZGÜR GÜNDEM :** Mi-août, le journal Özgür Gündem (principal journal kurde en Turquie) a été fermé par décision de justice.

\* La police a perquisitionné le siège central à Taksim (Istanbul), a battu et arrêté les 25 journalistes présent.es, a pillé tout le matériel, puis la mairie a scellé le bâtiment. 22 d'entre eux ont été relâchés.es, après avoir gardé silence durant les 48h de détention, et sont poursuivis.es pour « résistance à la police ». Des perquisitions ont aussi eu lieu à Adana dans des domiciles, afin d'arrêter en tout 31 personnes, emmenées au département anti-terroriste.

\* Le lendemain, le journal est quand même paru en version 4 pages avec le gros titre « Nous n'allons pas nous plier », accompagné de photos de la terreur policière contre ses journalistes. Un communiqué précise en s'adressant à l'AKP : « Les tortures de vos prédécesseurs n'ont pas pu nous faire taire, vous n'y arriverez pas non plus ». Les suivants gros titres étaient : « La résistance continue », « La solidarité grandit ».

\* Une «Vigie pour la Presse Libre» se tient devant le bâtiment scellé. Les journalistes de OG pas encore arrêtés.es et des journalistes de DIHA solidaires y tiennent la réunion de rédaction quotidienne. Les journalistes arrêtés ont re-

## en Turquie-suite :

joint la vigie après leur libération. Il les annoncent qu'il les vont continuer à produire le journal dans les rues ou depuis les prisons. 4 journaux de Turquie se sont montrés solidaires de OG: Cumhuriyet, Evrensel, BirGün et Yurt.

\* Jusqu'à mi septembre, au moins 11 journalistes de OG ont été emprisonnés. Parmi eux, l'écrivaine et membre du conseil consultatif de OG, Aslı Erdoğan, a été torturée pendant les 3 jours de garde-à-vue anti-terroriste (elle a dû être hospitalisée pendant la GAV), puis elle a été emprisonnée, placée en isolement. De même, le rédacteur en chef et le directeur de l'édition, après 6 jours de GAV, ont été incarcérés ; on leur refuse l'accès à des livres, journaux, télé, etc. Leurs accusations : « membre d'une organisation terroriste », « propagande pour une organisation terroriste » et « perturbation de l'unité et l'intégrité de l'État ».

\* La transmission de la chaîne télé Özgür Gün TV (basée à Amed) a été suspendue 2 semaines après la fermeture du journal.

**CENSURE SUR TWITTER ET FACEBOOK:** Des médias kurdes mènent une campagne contre la censure par Twitter : « Si Twitter insiste à censurer les comptes kurdes, nous allons boycotter Twitter en désactivant des centaines de milliers de comptes Twitter simultanément. » Quant à Facebook, la page de l'agence de presse kurde ANF en anglais a été fermée; ANF a réagi en ouvrant une nouvelle page.

**WIKILEAKS :** Suite à la publication d'environ 300 mails EN provenance du courrier de l'AKP, le site Wikileaks a été bloqué et interdit dans toute la Turquie.

ennemis de la « nation » (forcément incarnée par Erdoğan) ne peuvent être que des « bâtards de gaur ». « Bâtards », parce que cela permet d'inclure les Arméniens dans la détestation, ou plutôt, d'utiliser le ferment arménien pour attiser la haine contre les putschistes... ou d'autres. « Graine d'Arménien » (Ermeni dölü) est en effet une insulte en Turquie, et une ministre de l'Intérieur, Meral Aksener, l'avait employée pour désigner le chef du PKK, Abdullah Öcalan, en mars 1997. Une telle désignation est un appel à la vindicte : elle rejette l'insulté en-dehors de la nation et en-dehors de l'Islam, elle permet l'appellation de gaur.

Dans la même logique, un des théoriciens de la « synthèse turco-islamique », Ahmet Arvâsi (décédé en 1988), avait émis ce jugement à propos des Kurdes : « Les séparatistes qui veulent abattre l'État turc et diviser la nation turque ne sont pas seulement traîtres à la turcité, ce sont des traîtres à l'Islam ».

Par là même, l'affirmation « la Turquie est musulmane », loin de revendiquer « seulement » l'élimination du reliquat de 1 %, vise ceux qui sont ainsi rejetés : les Kurdes, les Alévis (qui sont perçus comme des mécréants par les sunnites)... et tous ceux qui ne se montrent pas assez nationalistes ; ceux qui ne sont pas farouches partisans d'Erdoğan sont parmi eux, car Erdoğan, c'est la nation, c'est la Turquie. Atatürk a joué ce rôle, jusqu'à une époque très récente. Et même si Erdoğan est perçu comme un ennemi du kémalisme, comme le fossoyeur du kémalisme, il en est en fait un continuateur, en ce sens qu'il se coule dans le même moule, met en œuvre les mêmes modes de penser binaires.

Il ne faut donc pas s'étonner que la poussée en faveur d'Erdoğan, ces-jours-ci, soit aux couleurs de la Turquie, que les drapeaux n'aient jamais été aussi nombreux dans les rues, que les manifestants s'en revêtent... c'est une vieille pratique par laquelle on sacralise sa revendication.

La foule du 16 juillet se sent légitime, légitimée par une idéologie profondément enracinée (pas seulement depuis l'arrivée au pouvoir d'Erdoğan) ; elle se sent part

d'un mécanisme qui fonctionne depuis un siècle, une politique qui agit par le massacre, c'est le processus de nation-building en Turquie. La foule est, de plus, encouragée, assurée d'impunité, puisque (elle le sait bien), les acteurs des massacres précédents ont rarement été poursuivis, si l'on excepte Sivas.

Elle se sent légitime dans l'action islamiste, dans la revendication de la charia, car ces gens sont convaincus qu'il n'y a qu'une manière d'être musulman. Et puisque le pays est à 99 % musulman comme on le leur répète sans cesse, il est logique qu'il soit gouverné par la charia. C'est un argument qui était déjà avancé au cours de la campagne électorale du parti Refah en décembre 1995, puis, pour ne prendre que cet exemple, par les défenseurs d'Erdoğan lors de son procès de 1998.[3]

Tout cela est très inquiétant, et plus important, à mon sens, que de savoir si Fethullah Gülen est derrière les putschistes. Bien plus grave. Car comment faire machine arrière, comment revenir sur une éducation agissant depuis 50 ans, qui a été extrêmement efficace, qui a modelé l'esprit de la plus grande partie des Turcs en inculquant un nationalisme religieux et raciste qui paraît à la plus grande partie de la population comme procédant de la nature des choses ?

Se pourrait-il que la formule d'Eugène Enriquez, qui est le titre de son ouvrage de 1983, soit renversée en Turquie, pour aller de l'État à la Horde ?

Notes :

[1] Voir sur [susam-sokak.fr](http://susam-sokak.fr) le documentaire de Mehmet Ali Birand avec traductions en français.

[2] Lire à ce propos l'article d'Étienne Copeaux sur son blog [susam-sokak.fr](http://susam-sokak.fr) «Marache, ville deux fois blessée».

[3] Lire à propos du procès d'Erdoğan l'article, toujours du même auteur, «Esquisse n°19 - Erdogan destitué et incarcéré (1998-1999)»

source

[susam-sokak.fr](http://susam-sokak.fr)



## L'AKP, L'ARMÉE ET LE MOUVEMENT GÜLEN : L'ANATOMIE D'UNE TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT ÉCHOUÉ EN TURQUIE

Voici un extrait d'un long texte qui analyse en profondeur l'hypothèse comme quoi le mouvement Gülen serait à l'origine du coup d'état. Cette hypothèse a été avancée par le président lui-même dès le début, certainement afin de lui permettre d'achever la purge bien entamée de ce mouvement qui fut pendant longtemps son allié, et contre lequel il se bat en ce moment pour récupérer sa part de pouvoir. Notons d'ailleurs que, déjà il y a quelques mois, le journal Zaman -premier quotidien en Turquie et principal média de Gülen- avait été récupéré par le gouvernement (pour plus d'infos, vous pouvez consulter sur internet les archives de la version française Zaman France, qui entre temps a dû fermer son édition suite aux menaces de mort). Cet article a été publié le 30 juillet par Deniz Cifci sur KurdishQuestion.

Le 15 juillet 2016, la Turquie a été la scène d'une tentative de coup d'état inattendu et qui avait l'air d'avoir été organisé par plusieurs cliques au sein de l'armée. Depuis, on a pu attendre des déclarations affirmant qu'il s'agissait d'un coup organisé par plusieurs officiers de l'armée, y compris des généraux, des amiraux, des lieutenants-colonels, en collaboration avec des officiers du bas de l'échelle militaire.

[...] Dans les paragraphes suivant seront abordées les diverses raisons pour lesquelles le mouvement Gülen aurait potentiellement joué un rôle dans le coup d'État.

### D'une Alliance à un Coup d'État : le Mouvement Gülen

Depuis la création de la République turque en 1923, l'armée n'a cessé d'être une puissance centrale dans ce qui concerne la politique intérieure ainsi qu'internationale du pays. Les nombreux coups d'État qui ont eu lieu en Turquie depuis sa création témoignent de la position de premier rang tenue par l'armée. Pour en citer quelques-uns : les coups d'État du 27 mai 1960, du 12 mars 1971 et du 12 septembre 1980, ain-

si que l'intervention militaire du 27 avril 2007. Il convient également de rappeler les deux coup d'États échoués du colonel Talat Aydemir, qui ont eu lieu respectivement le 22 février 1962 et le 20 mai 1963, et qui ont conduit finalement à l'exécution du colonel le 27 juin 1964.

Les premières vraies restrictions vis-à-vis de l'influence politique de l'armée ont eu lieu d'abord et surtout pendant l'alliance entre l'AKP et le mouvement Gülen, une alliance qui leur avait permis d'affaiblir ou limiter la participation éventuelle de l'armée sur la scène politique. Le mouvement Gülen exerçait alors un pouvoir important au sein des forces de l'ordre ainsi que sur le système judiciaire, ce qui a mené l'AKP à interpellé des centaines d'officiers militaires haut-placés, comme par exemple l'arrestation du 26 janvier 2012 de l'ex-chef d'état major de l'armée İlker Başbuğ, accusés d'avoir tenté de renverser le gouvernement AKP.

[...] Cela a considérablement terni la réputation du corps militaire et réduit son pouvoir de façon générale, ou du moins cela a limité la possibilité pour l'armée de porter un coup d'État contre le gouvernement, pas totalement cependant.

Toutefois, l'alliance entre l'AKP et le mouvement Gülen a commencé à se désagréger lorsque les deux anciens alliés ont commencé à se faire concurrence pour le pouvoir. Leur relation a connu un tournant majeur surtout quand les forces de police affiliées à Gülen ont tenté d'arrêter Hakan Fidan, le directeur de l'Agence Nationale d'Intelligence Turque (MIT), le 2 février 2012.

Les tensions entre l'AKP et les Gülenistes se sont encore accentuées après que ces derniers aient lancé une enquête pour corruption contre l'AKP (du 17 au 25 décembre 2013), qui a eu pour conséquence la démission de quatre ministres. En représailles, l'AKP a mené une opération de nettoyage contre les partisans de Gülen au sein des institutions gouvernementales, particulièrement dans les forces de police et dans l'appareil judiciaire.

En plus de cela, l'AKP a fait déclarer constitutionnellement que le mouvement Gülen était une organisation terroriste du nom de FETO/PDY, soit « État parallèle ».

Les choses se sont envenimées plus encore entre les deux organisations quand l'AKP - en réponse à la propagande de « puissance douce » du mouvement Gülen - étendit ses opérations contre Gülen en arrêtant de nombreux partisans de celui-ci, surtout en Europe et aux USA, et en nommant certains de ses propres cadres à la tête des institutions dirigeantes du groupe : l'université de Fatih, des groupes de médias comme les journaux Zaman et Bugun ainsi que la chaîne de TV Samanyolu. Le mouvement Gülen a également perdu une part significative de son autorité dans le système judiciaire, dans la police, dans l'éducation ainsi que dans l'administration. Cela a considérablement limité les activités du mouvement Gülen en Turquie ainsi que son influence.

Malgré ce nettoyage de l'appareil d'État, l'AKP n'a pas touché aux officiers de l'armée affiliés au mouvement Gülen. Les opérations militaires en cours dans la région kurde à l'encontre du PKK, les crises syrienne et irakienne, la compétition interne qu'il y a dans l'armée mais surtout le manque de services d'intelligence suffisants sont très probablement des facteurs qui peuvent avoir fait repousser les opérations qu'aurait pu mener l'AKP contre les partisans de Gülen dans le corps militaire. Parmi ceux-là, le conflit avec le PKK était probablement le motif le plus important pour retarder la réponse de l'AKP contre les Gülenistes de l'armée. Comme le montre la liste des noms des putschistes arrêtés, la plupart d'entre eux allaient se rendre sur le front contre le PKK. La détention du commandant général de la 2ème division de l'armée, Adem Huduti, qui a mené les opérations militaires à Cizre et à Sur/Diyarbakir, en est un exemple parmi tant d'autres. De telles opérations militaires ont eu pour conséquence la destruction de ces deux sites et la mort de centaines de civils. En outre, le conflit avec le mouvement Gülen, la résistance affichée lors des protestations de Gezi en 2013, la crise provoquée par les guerres irakienne et syrienne ainsi que les gains territoriaux des kurdes en Syrie (Rojava) ont poussé l'AKP à coopérer avec certaines sections de l'armée et leurs liaisons dans l'administration ou la politique tel que le groupe Dogu Perincek. Suite à cela, l'AKP a relâché presque tous les officiers militaires arrêtés durant les affaires Balyoz et Ergenekon, et collaboré avec les militaires contre les Gülenistes.

En réponse, le mouvement Gülen a encore intensifié ses attaques, surtout la propagande politique contre l'AKP. Cela a passablement porté atteinte à la réputation de l'AKP à la fois localement en Turquie et, dans une certaine mesure, à l'international. Cependant, c'est la présence d'officiers affiliés à Gülen au sein de l'armée et le mécontentement croissant contre la politique de l'AKP parmi les officiers laïcs qui ont renforcé les craintes et les inquiétudes de l'AKP. Malgré l'élimination de Gülenistes de presque toutes les institutions gouvernementales, leur présence dans l'armée (même s'ils étaient peu) était encore vue comme une menace pour Recep Tayyip Erdogan. Fort d'expériences passées, Erdogan a continué à diaboliser le mouvement Gülen et il a mentionné de potentielles actions contre le mouvement au sein de l'armée lors de déclarations publiques. Basés là-dessus, nombreux sont ceux qui pensent qu'Erdogan aurait renvoyé les Gülenistes de l'armée lors du conseil militaire suprême (YAŞ) en août 2016, en nommant Hulusi Akar chef général des troupes. Il est supposé que c'est cela qui a poussé les Gülenistes et leurs alliés dans l'armée à lancer le coup d'État avant que le gouvernement ne fasse la purge du YAŞ. Conscients de cette situation, les officiers militaires affiliés à Gülen ont voulu tenter le tout pour le tout en lançant le coup d'État.

Malgré toutes les accusations, Fethullah Gülen refuse de reconnaître la responsabilité du coup d'État et, au lieu de ça, il affirme que Recep Tayyip Erdogan pourrait être lui-même derrière le coup d'État, ce qui lui aurait permis d'établir un système présidentiel et de consolider davantage son pouvoir.

### Les officiers militaires affiliés à Gülen sont-ils capables de lancer un tel coup d'État ?

Vu l'envergure du coup d'État, on peut se permettre de supposer qu'il y avait plus d'un groupe derrière la tentative de putsch. En connaissant la posture pragmatique du mouvement Gülen, ses visées politiques, son conflit avec l'AKP et ses réseaux étendus nationalement et internationalement, on peut dire qu'il était impliqué dans le coup d'État. Le mouvement Gülen a commencé à infiltrer l'armée depuis les années 80 et cette manœuvre a été accélérée durant les années d'alliance entre l'AKP et Gülen et au lancement des affaires Ergenekon, Balyoz et autres quand de nombreux officiers militaires sont partis à la retraite.

Après l'arrestation et l'emprisonnement de nombreux officiers laïcs durant ces affaires entre 2009 et 2011, un nombre important d'officiers militaires affiliés à Gülen

ont été nommés et promus à de plus hautes fonctions. C'est donc l'AKP elle-même qui a ouvert toutes les portes au mouvement Gülen au sein de l'armée. Le groupe avait tendance à être plus présent dans les postes de niveau moyen, ce qui atteste d'une certaine force.

Toutefois, ce qui paraît le plus probable à l'heure actuelle, c'est que ceux qui sont opposés idéologiquement à l'AKP et les officiers qui n'allaient pas être promus lors du prochain conseil militaire suprême ont coopéré avec le mouvement Gülen et tenté de faire un putsch. [...] Comme les Gülenistes et les opposants à l'AKP n'auraient pas été assez nombreux, puissants et influents pour organiser un coup d'État aussi violent par eux-mêmes, on peut supposer que la tentative de coup d'État a été menée par une coalition. Une coalition qui savait que ce serait leur dernière occasion de faire une action contre le gouvernement AKP avant les mises à pied et les arrestations du conseil militaire YAŞ d'août.

[...]

source

KurdishQuestion

Traduction : Merhaba Hevalno

## COUP D'ÉTAT ÉCHOUÉ EN TURQUIE ET L'AGENDA ANTI-KURDE D'ERDOGAN

**Communiqué publié le 21 juillet par le Congrès National du Kurdistan (KNK), basé à Bruxelles, sur Kurdish Question.**

Le 15 juillet 2016 un coup d'état militaire a échoué en Turquie. Déjà à ce stade précoce, le processus d'après-coup commence à avoir d'importantes conséquences. C'est primordial de comprendre que ce processus a débuté le 7 juin 2015, lorsque Erdoğan a perdu les élections puis est intervenu de façon antidémocratique sur les résultats. Il faut donc faire une analyse globale du coup d'état afin de comprendre les répercussions potentielles.

D'abord, il est important de souligner que cette tentative de putsch n'a pas été menée par les partisans de Fethullah Gülen. En raison des conflits survenus entre l'AKP et les Gülenistes, ces derniers ont probablement participé à la tentative de coup d'état. Mais en qualifiant le coup d'état de « güleniste » (mouvement vu par beaucoup de gens en Turquie comme pire/plus

réactionnaire que l'AKP), Erdoğan et l'AKP s'offrent l'occasion d'éliminer encore d'avantage les partisans de Gülen, tout en essayant de rallier du soutien afin de se venger des putschistes. Autrement dit, ils tentent «une pierre deux coups».

Il est évident que ce coup d'état tenté a été soutenu par une grande partie de l'armée. S'il avait été planifié et exécuté plus professionnellement, il aurait peut être réussi. On ne peut donc pas dire que ça ait été entrepris par les Gülenistes ou par une minorité car il n'y a pas une présence suffisante de Gülenistes dans l'armée pour réaliser un coup d'état.

Peut être de nombreux putschistes qui sont en train de mener la guerre contre les Kurdes au Kurdistan n'ont pas été impliqués en pratique, mais il a été compris que de nombreux généraux qui étaient dans la région ont soutenu le coup d'état. Ils ont été prudents parce que leur participation aurait entravé leur effort de guerre contre les Kurdes. Dans tous les cas, beaucoup des généraux qui mènent la guerre contre les

Kurdes ont été arrêtés en tant que sympathisants du coup d'état.

### L'acharnement pour la guerre a renforcé les putschistes

Ayant été incapable de résoudre la question kurde, l'AKP a viré vers la guerre de destruction contre le Mouvement de Libération Kurde la dernière année. En particulier vers la fin 2014 et après les élections du 7 juin 2015, le «mécanisme de coup d'état» s'est mis en place et a résulté en une coalition fasciste [Erdoğan-AKP, l'armée et les ultra-nationalistes]. Quand Erdoğan a viré vers la guerre, l'armée est devenue l'acteur principal. Erdoğan et l'AKP étaient dépendants de l'armée dans leur guerre contre le Mouvement de Libération Kurde.

Puisque Erdoğan a décidé d'intensifier la guerre et a envoyé l'armée pour détruire les villes kurdes, le mécanisme de coup d'état s'est mis en place. Dans cette période de guerre, l'armée a renforcé sa place face à Erdoğan. Et ce, parce que l'armée ne peut devenir un acteur principal dans la

politique de Turquie qu'en étant en guerre contre le Mouvement de Libération Kurde. Donc, après une période pendant laquelle l'armée avait perdu sa position centrale dans la politique en Turquie, et avec le concept d'Erdoğan de « on a gagné la guerre dans les villes, on a détruit le PKK », l'armée a regagné la confiance pour tenter un coup d'état. Ce coup prétendait redessiner la politique de la Turquie. C'est ce qui ressort du communiqué des putschistes.

**« Nous avons fait la guerre, donc nous devrions faire la politique »**

Les comploteurs sont issus d'une nouvelle branche nationaliste, distincte des Ergenekonistes [étatistes nationalistes traditionnels]. Ce nouveau courant s'est formé en opposition aux politiques de l'AKP. On peut même dire que les changements dans la politique extérieure de l'AKP (renouer des relations avec l'Israël et la Russie, et un changement de politique envers l'Égypte, la Syrie et l'Irak) ont pu stimulé cette nouvelle formation. Les putschistes, qui peuvent aussi être nommés «néo-nationalistes», ont par ailleurs témoigné de près la relation complice entre l'AKP et l'EI. Dû au fait qu'ils sont sur la première ligne de front où cette relation est mise en œuvre, ils ont appris comment la relation entre l'AKP et l'EI est gérée. Si le coup avait réussi, ils auraient - avec le soutien de l'Occident - poursuivi l'AKP pour son soutien à l'EI.

Visiblement l'approche des putschistes était la suivante : « Le principal problème politique en Turquie est la question kurde, et nous sommes ceux en première ligne de front, donc nous devons déterminer la politique en Turquie. » Lorsque les gouvernements civils n'ont aucune politique pour résoudre la question kurde, le mécanisme de coup d'état entre systématiquement en œuvre. Le fait que les putschistes se soient appelés le « Conseil de Paix dans le Pays » reflète leur pensée comme quoi « nous allons diriger la politique en ce qui concerne la question kurde ». En gros, leur approche était : « quiconque combat le PKK devrait déterminer la politique et diriger la Turquie ».

Après la tentative de coup : le nationalisme sectaire va engendrer un État Islamique (EI) turc

Après que le coup ait été mis en échec, l'AKP et ses alliés se sont déclarés comme la « volonté du peuple » et les « forces démocratiques ». L'AKP espère maintenant renforcer sa maîtrise du pouvoir et son système anti-kurde et anti-démocratique. C'est pourquoi présenter l'AKP, ses sympathisants et ses alliés comme des défenseurs de la démocratie est un pas dangereux qui permet à l'AKP de mettre en œuvre plus facilement ces politiques anti-Kurdes et anti-démocratiques.

Étant donné que les alliés de l'AKP sont le Parti du Mouvement Nationaliste (MHP) [parti d'extrême droite] et les nationalistes chauvinistes, on peut s'attendre à une montée du sentiment anti-kurde et des approches anti-démocratiques. Ces forces sont devenues encore plus soudées après la tentative de coup d'état ; ceci va entraîner un durcissement des politiques génocidaires. Tout comme cette tentative de coup renforce l'AKP et ses alliés nationalistes, elle conduit aussi à la radicalisation des cercles nationalistes sectaires proches de l'AKP et favorise ainsi l'apparition d'un État Islamique turc. Ceci s'est d'ailleurs déjà manifesté par l'Alliance Ottomane (Osmanli Ocaklari), un groupe paramilitaire organisé par Erdoğan lui-même, qui est en train de s'organiser dans des pays européens et qui entretiendrait des liens avec l'EI.

Ces tendances nationalistes sectaires vont se radicaliser encore plus et devenir des forces répressives contre toute opposition à l'AKP. Beaucoup des gens qui ont pris les rues pendant cette période étaient de ces organisations. On peut s'attendre à ce que ces groupes accroissent leurs attaques contre le peuple kurde. Les forces de libération du peuple kurde et les forces démocratiques du pays devraient se préparer contre ces attaques.

**Ce que va faire l'AKP- et les responsabilités des forces démocratiques**

Les déclarations selon lesquelles « la mise en échec de cette tentative de coup d'état constitue une opportunité de démocratisation » partent de bonnes intentions mais encore faudrait-il y donner suites. Toute tentative de coup peut être entravée par la démocratisation. Toutefois, la rhétorique anti-coup de certains n'a pas de fondement

démocratique ; elle est liée au contraire à la lutte pour le pouvoir. Ces gens ne sont ni des démocrates ni des anti-putschistes ! Ils ont eux-mêmes pris le pouvoir par un coup contre la démocratie. Pour cette raison, on ne peut attendre d'eux une démocratisation qui empêcherait de potentiels coups d'état futurs. Ils vont se servir du coup d'état pour dissimuler leurs vrais visages et intentions. Ils ont déjà commencé à faire cela.

En ce sens, attendre de l'AKP qu'ils prennent des mesures pour démocratiser le pays en réponse à cette tentative de coup ne pourrait mener qu'à la déception. Il faudrait se pencher de plus près sur Erdoğan et les alliances de son Gladio. On ne peut rien attendre de cette coalition, si ce n'est le sentiment anti-kurde et les évolutions anti-démocratiques. Et si l'AKP renie un jour ces groupes alliés, les groupes nationalistes sectaires se radicaliseront et deviendront la version turque de l'EI. Sous l'égide idéologique et politique de l'AKP, une version plus radicale des Frères Musulmans sera formée dans la région. Erdoğan verra cette tentative de coup comme une occasion pour faire des préparatifs dans cette direction. Il y a déjà des factions nationalistes sectaires au sein des forces de police. Erdoğan a pu voir les actions de ces groupes durant la tentative de coup d'état. La Turquie va devenir un État policier. La police va devenir une force armée alternative à l'armée.

Les forces démocratiques doivent réanalyser la situation d'après-tentative de coup. Le fascisme de l'AKP va chercher à éliminer toute force démocratique. Ils vont essayer de soumettre à leurs règles toutes les factions de la société. Toute opposition sera qualifiée de « sympathisante du coup d'état » et sera éliminée brutalement. Si les forces démocratiques n'agissent pas pour changer cette situation, Erdoğan va forcer tout le monde à la soumission. À ce propos, les forces démocratiques doivent comprendre la réalité de l'AKP et de ses alliés et doivent former un nouveau front de résistance.

source

KurdishQuestion

Traduction : Merhaba Hevalno



## LES PUTSCHISTES... C'EST L'AKP !

Depuis les premières heures du coup d'état du 15 juillet, le mouvement kurde est conscient que cette tentative – réussie ou ratée – ne va faire que nourrir la répression contre le Mouvement de Libération Kurde et contre toute autre forme d'opposition au pouvoir despotique d'Erdoğan et de son parti AKP. D'une part, la politique de guerre menée par le gouvernement contre les Kurdes a encouragé le coup d'état. D'autre part, la mise en échec du coup d'état par la complicité entre la police et les groupes d'extrême droite appelées par le gouvernement à prendre les rues et s'en prendre aux putschistes, ne cesse de faire grimper l'ambiance de guerre civile au sein du pays. Finalement, les purges réalisées au sein de l'appareil de l'État dès le lendemain du putsch et la déclaration de l'État d'Urgence montrent bien que le coup d'état, loin d'avoir été empêché, il est réalisé depuis le gouvernement. Les quelques extraits qui suivent reflètent cette analyse exprimée par différentes personnalités politiques kurdes (vous pouvez retrouver dans le glossaire en fin de revue, de brèves explications de chacune des sigles d'organisation : HDP, HDK, KCK, KNK).

« Peindre Tayyip Erdoğan, le dictateur AKP fasciste, comme s'il était démocrate après cette tentative de putsch est une approche encore plus dangereuse que la tentative en elle-même. » Communiqué du KCK, 16 juillet [source : ANF]

« Ça attire l'attention le fait cette tentative de coup arrive à un moment où Tayyip Erdoğan est censé désigner des généraux proches à lui lors du conseil militaire qui devrait se réunir bientôt. Le fait que cette tentative a été menée pendant une période où certaines positions remettent en question la politique étrangère fasciste du gouvernement AKP, est une autre dimension de ce coup d'état. »

« Quels que soient les facteurs et les enjeux internes ou externes ou encore les raisons pour lesquelles une lutte pour le pouvoir est menée, ce cas n'est pas une question de défendre ou pas la démocratie.

Au contraire, cette situation est une preuve de manque de démocratie en Turquie. »

« Peindre Tayyip Erdoğan, le dictateur AKP fasciste, comme s'il était démocrate après cette tentative de putsch est une approche encore plus dangereuse que la tentative en elle-même. Peindre la lutte pour le pouvoir parmi des forces autoritaires, despotiques et antidémocratiques comme une lutte entre des partisans et des ennemis de la démocratie ne servirait qu'à légitimer le gouvernement fasciste et despotique. »

« S'il y a un putsch contre la démocratie, c'est celui mené par le gouvernement fasciste de l'AKP. Le contrôle par le pouvoir politique sur le judiciaire, l'application de lois et de politiques fascistes via une majorité parlementaire, le retrait de l'immunité parlementaire, l'arrestation des co-maires et co-mairesse.s de leurs postes, et l'emprisonnement de milliers de politicien.ne.s du HDP et du DBP constituent un coup d'état plus réel. Les populations kurdes sont sous des attaques génocidaires, fascistes et colonialistes sans précédents au Kurdistan. »

« Ce qui a mené la Turquie à ce stade c'est le gouvernement de l'AKP, qui s'est transformé en un gouvernement de guerre contre le peuple kurde et les autres forces démocratiques. Avec son caractère moniste, hégémonique et antidémocrate, il a poussé la Turquie dans un état de guerre civile. La dernière tentative de coup d'état montre que la Turquie a besoin de se débarrasser du gouvernement fasciste de l'AKP et mettre en place un gouvernement démocratique. »

« Le Palais est en train d'utiliser la défaite du 15 juillet comme une opportunité de se venger contre ses rivaux et ses ennemis. » Ertuğrul Kürkçü (HDK) 18 juillet [source : ANF]

« L'élimination de tellement plus de juges et de procureurs que de soldats arrêtés le lendemain du 15 juillet nous donne une idée du degré du conflit interne provoqué par le coup d'état du Palais. »

« Ils ont essayé de faire taire même Özgür Gündem. » Faysal Sariyildiz (HDP) 30 août [source : Kedistan]

« Je dirais que la tentative de coup d'Etat était elle, une vraie tentative. Parce qu'ils se sont mis face à face sans avoir froid aux yeux, d'un degré à se tuer. Mais Erdoğan, avait déjà planifié comment il pourrait utiliser cette situation à son avantage.

Par exemple, ce jour là, un ordre avait été donné aux unités militaires pour qu'aucun avion ne décolle... Toujours ce jour bien précis, les fiches des centaines de chars situés près des centres ville sont retirées, pour qu'ils ne fonctionnent pas. Et une chose jamais vue, nulle part au monde ; un pouvoir politique, peut se comporter de façon si audacieuse, jusqu'à défier les putschistes au bout d'une demie heure, et déclarer pour la tentative de coup d'Etat « c'est un don du ciel ». Personne ne peut croire à cela. Bien qu'Erdoğan dit avoir « appris la nouvelle de son beau frère », nous pouvons affirmer qu'il s'agit d'une comédie, une sale mise-en-scène.

Nous sommes malheureusement face à un processus sale. Nous parlons d'un processus où toutes sortes de massacres sont commis, les intellectuels et les journalistes sont réduits au silence. Il y a trois jours, le journal Özgür Gündem, le dernier maillon de la tradition de presse politique kurde, a été fermé. Özgür Gündem avait déjà sacrifié jusqu'aujourd'hui, de nombreux membres. Malgré le fait que des centaines de ses membres soient mis en prison, des dizaines assassinés, Özgür Gündem a toujours gardé sa posture, et sa tradition de presse politique qui ne fait pas de concessions sur l'information de l'opinion publique. Ils ont essayé de faire taire même Özgür Gündem. C'est une folie. »

« Le gouvernement qui s'est vanté d'éviter un état d'urgence, a réinstauré la même chose de son propre gré. » Ayhan Bilgen (HDP) 21 juillet [source : ANF]

En réaction à l'État d'Urgence déclaré par le régime AKP/Palais, le porte-parole du HDP, Ayhan Bilgen, a souligné que les objectifs du putsch sont en train d'être réalisés ; que les événements actuels sont les mêmes que ceux qui auraient eu lieu si le coup militaire avait vaincu : « Dans tous les cas, si le coup avait été achevé, ils auraient déclaré un état d'urgence. Le gouvernement de l'AKP qui prétend qu'ils ont repoussé le coup et protégé la démocratie, déclare maintenant un état d'urgence et fait ce qui serait arrivé. »

Bilgen a fait remarquer qu'une région en Turquie a été sous l'état d'urgence depuis longtemps. « Le gouvernement qui s'est vanté d'éviter un état d'urgence, a réinstauré la même chose de son propre gré. »

« Dans les prochains jours, ils vont prétendre basé ceci sur la Constitution et mettre en place des pratiques arbitraires

pour mettre la pression et contrôler non seulement le Cemaat [NdT : nom donné couramment au mouvement güleniste], mais bien toute opposition. On ne peut pas dire qu'il y avait une bonne démocratie et que maintenant il y va y avoir de l'oppression. Ils font référence à la Constitution pour légitimer une situation de fait. »

« *Le processus de paix doit être repris. Et les combats se terminer. Abdullah Öcalan doit être remis dans le circuit.* » Selahattin Demirtaş (HDP) 24 juillet [source : *Le Phenix Kurde* - AFP]

Le Phenix Kurde - Malgré les attaques contre son parti, le HDP, et en dépit des permanences incendiées, Selahattin Demirtaş reste la voix de la sagesse en Turquie. Il a raison, le pays ne peut pas faire comme s'il ne s'était rien passé. C'est un message politique fort qu'il envoie à Erdogan. Le président ne s'en sortira pas avec des purges. Et s'il apparaît comme le gagnant provisoire du coup d'Etat raté, il n'arrivera à rien contre le PKK par la voie des armes, surtout avec une armée démantelée et donc

forcément plus suspicieuse vis-à-vis du gouvernement.

Passés les effets de manche post putsch et la tentation autoritaire, Erdogan doit comprendre qu'il ne préservera sa position à long terme à la tête de l'Etat qu'en trouvant une solution pacifique à la question kurde.

Les Kurdes ont maintes fois fait savoir qu'ils n'étaient plus dans une revendication indépendantiste (en tout cas à Bakur) mais autonomiste. [...]

Reste à savoir si Demirtaş sera entendu. Malheureusement, rien n'est moins sûr. Le coprésident du HDP s'est d'ailleurs dit peu optimiste lors d'une interview accordée le jour même à l'AFP.

« En Turquie, nous n'avons jamais vu un coup d'Etat apporter la stabilité et la démocratie. Tous les coups d'Etat sont mauvais et dommageables pour le pays », a déclaré Demirtaş, au siège de HDP à Ankara. « La Turquie a déjà été affligée par l'oppression d'Erdogan et le putsch aurait seulement fait qu'empirer les choses. »

« Face au coup d'Etat, nous avons soutenu la démocratie. Mais nous n'avons pas

apporté notre soutien à Erdogan et à leur politique (de l'AKP). En réalité, nous pensons que ce sont les erreurs commises par Erdogan qui ont conduit à la réalisation de ce putsch. »

« Le gouvernement a déclaré que l'état d'urgence ne sera destiné qu'aux comploteurs. Mais nous ne serons en mesure de le vérifier que dans quelques jours. Si les autorités commencent à interdire des discours, des manifestations ou des médias d'opposition sous le couvert d'une opération contre les putschistes ... nous allons comprendre que l'utilisation de l'état d'urgence est victime d'abus. Nous avons voté contre l'état d'urgence parce qu'on n'a pas confiance dans l'AKP à ce sujet. »

« Les avocats d'Abdullah Öcalan et sa famille ont le droit de connaître l'état de santé d'Abdullah Öcalan et s'il est en sécurité. Je ne pense pas que nous devrions penser que le gouvernement retournera au processus de paix s'il n'autorise même pas ça. »

« Le processus de paix doit être repris. Et les combats se terminer. Abdullah Öcalan doit être remis dans le circuit. »

## Attaques incessantes du gouvernement de l'AKP contre la presse libre Interdiction du plus grand quotidien kurde en Turquie

Özgür Gündem, la voix des Kurdes et des démocrates en Turquie, a été interdit. Le quotidien Özgür Gündem, connu pour ses publications sur la question kurde et la démocratie en Turquie, a été interdit par le gouvernement de l'AKP le 16 août 2016. Fondé le 30 mai 1992, Özgür Gündem avait connu une première interdiction le 14 avril 1994. Beaucoup de ses publications avaient été saisies et nombre de ses journalistes arrêtés. Pour finir, la justice turque avait infligé de lourdes amendes au journal. Depuis sa fondation, 70 journalistes et autres employés du journal ont été exécutés par l'Etat. Malgré la répression et les exécutions sommaires, le journal a continué à être publié sous différents noms.

Le 3 décembre 1994, deux attentats à la bombe ont été perpétrés simultanément contre les locaux du journal (qui portait alors le nom d'Özgür Ülke) à Istanbul et Ankara. Un distributeur du journal, Ersin Yıldız, a été tué et 23 journalistes ont été blessés dans le double attentat. Des années plus tard, on a découvert des documents démontrant l'implication dans ces attentats de la Première ministre de l'époque, Tansu Çiller. Le rapport de la commission du parlement turc chargée d'enquêter sur les attentats évoque l'existence d'un document du 30 novembre 1994 portant signature de Tansu Çiller, soit quelques jours avant les attentats, un document mentionnant la nécessité de mener « une lutte efficace contre toutes les publications soutenant le terrorisme, notamment Özgür Ülke ».

La publication d'Özgür Gündem a repris le 4 avril 2011, après 17 ans d'interruption. Les pressions ont alors recommencé avec des saisies de publications, des amendes et des arrestations, mises en examen et empri-

sonnements de centaines de journalistes et employés, dont des dizaines sont encore en prison aujourd'hui.

Le 20 juin 2016, Erol Onderoglu, représentant de Reporters sans Frontières en Turquie, Sebnem Korur Fincanci, Présidente de la Fondation turque des Droits de l'Homme et Ahmet Nesin, Professeur et écrivain, ont été arrêtés pour avoir participé à une campagne de solidarité avec le quotidien d'Özgür Gündem.

Les pressions touchent, au-delà d'Özgür Gündem, tous les médias de l'opposition. On ne peut pas parler de liberté de la presse en Turquie.

Les attaques de Recep Tayyip Erdogan et de l'AKP contre la presse rappellent celles des années 90. Les pressions exercées sur les médias sous le régime d'Erdogan dépassent celles qu'on a pu connaître sous le régime du coup d'Etat de 1980 ou sous le gouvernement dirigé par Tansu Çiller. Erdogan n'a rien à envier aux Leaders despotiques du Moyen-Orient, tels que Bachar El-Assad.

Nous condamnons fortement l'interdiction d'Özgür Gündem et des autres médias de l'opposition et appelons toutes les organisations de défense de la presse, l'ONU, l'Union européenne, le Conseil de l'Europe à dire stop à Erdogan et son gouvernement et à agir pour mettre un terme aux violations de la liberté de la presse.

source

Conseil démocratique kurde en France

info@cdkf.fr

16/08/2016

## CAMPAGNE INTERNATIONALE POUR LA LIBÉRATION D'ÖCALAN

Malgré la forte répression qui a suivi la tentative de coup d'état en Turquie, le mouvement international pour la libération d'Abdullah Öcalan en a pris un nouveau souffle d'énergie et de mobilisation, en Turquie comme à l'étranger. Et ce, avec un certain succès : l'isolement dans lequel Öcalan était maintenu depuis un an et demi a finalement été rompu avec l'autorisation de la visite de son frère.

Suite à la tentative de putsch, la communauté kurde a exprimé ses inquiétudes vis-à-vis de la situation et de la santé d'Abdullah Öcalan, emprisonné sur l'île d'Imrali (Turquie) depuis 1999 et en isolement total depuis avril 2005. Voici un extrait du communiqué publié par le CDKF peu après l'événement, intitulé "Vives préoccupations quant à la situation du leader kurde Abdullah Öcalan détenu en isolement total – Menaces pour la sécurité d'Öcalan dans le contexte de tentative de putsch et de répression anti-putsch en Turquie" :

« La tentative échouée de coup d'État du 15 juillet 2016 a conduit à une légitimation accrue des politiques antidémocratiques et liberticides du pouvoir turc, en particulier à l'encontre des Kurdes. [...] La tentative de putsch et le mécanisme répressif

"anti coup d'État" déclenché par Erdoğan suscitent de fortes préoccupations quant à la situation du Leader kurde Abdullah Öcalan dont on n'a plus aucune nouvelle depuis avril 2015. Avant cette date, à l'occasion de ses rencontres avec ses avocats, les représentants de l'État turc ou les délégations de députés du HDP, Abdullah Öcalan avait à plusieurs reprises souligné le risque d'un coup d'État et les conséquences qui pourraient en découler pour sa sécurité.

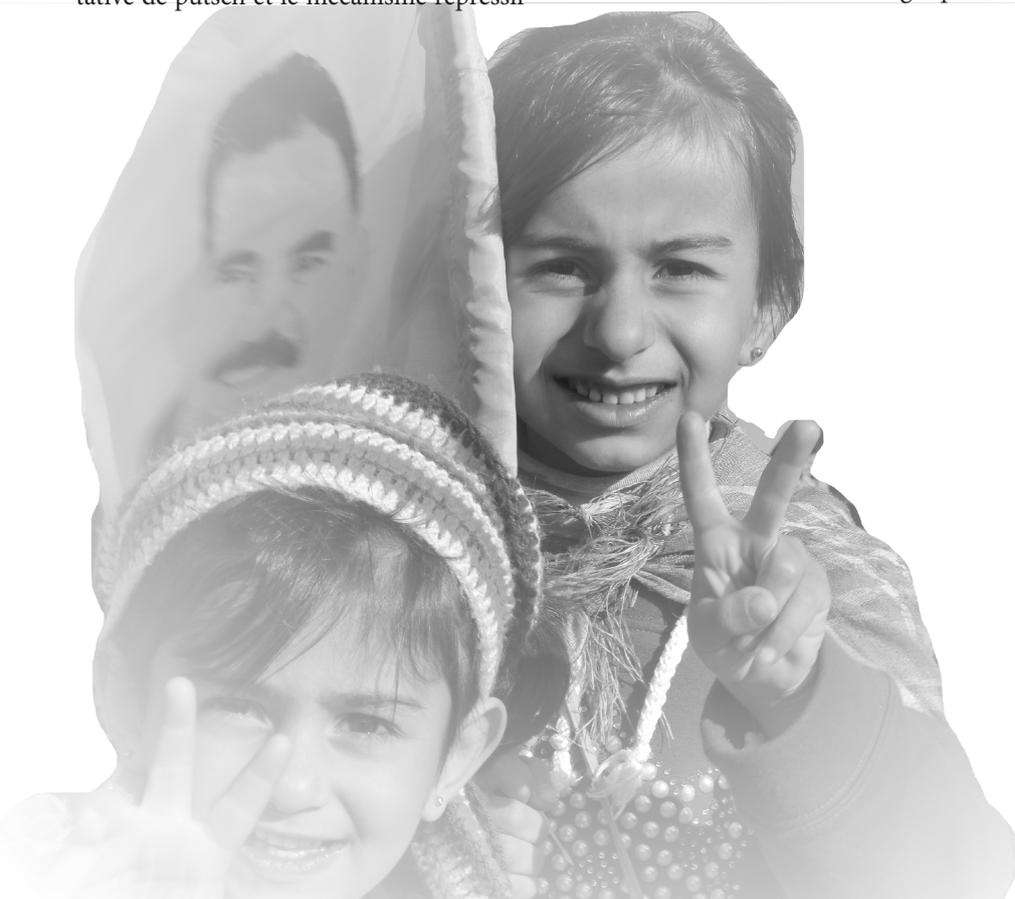
C'est pourquoi, le peuple kurde exprime les plus vives inquiétudes quant à l'état de santé d'Abdullah Öcalan qui est considéré par des millions de Kurdes comme le principal représentant de leur volonté. Il est urgent et indispensable que les autorités turques permettent aux avocats du Leader kurde ainsi qu'à la délégation du HDP de se rendre sur l'île-prison d'Imrali.

La Turquie traverse une phase cruciale dans laquelle la politique adoptée vis-à-vis de la question kurde sera déterminante pour l'avenir de ce pays. Nous appelons toutes les instances internationales compétentes et toutes les personnes responsables, sensibles et susceptibles d'être influentes à agir pour faire cesser l'isolement d'Abdullah Öcalan et à faire pression sur la Turquie pour la reprise des pourparlers de paix. »

Directement après les événements du 15 juillet, la Délégation d'Imrali, composée de membres du HDP, a exigé qu'une

réunion ait lieu entre leur délégation, Öcalan et des membres du gouvernement. 5 jours après le putsch, des avocat.e.s d'Öcalan ont transmis un rapport de 10 pages au Tribunal Constitutionnel, affirmant que ses droits ont été violés, et qu'il a été directement ciblé pendant la tentative de coup d'état. Suite à cette initiative, le Comité Diplomatique des Institutions et des Partis Kurdes et Syriaques a envoyé une lettre ouverte à l'Union Européenne exigeant une réunion avec Öcalan. Des Kurdes vivant en Europe ont aussi lancé une campagne massive d'écriture de lettres envers Amnesty International et le Comité pour la Prévention de la Torture (CPT), pour mettre la lumière sur les conditions d'enfermement de leur leader et exiger sa liberté. En Iran, des membres du PKK et du PJAK enfermés dans la prison des femmes à Sincan ont mené une grève de la faim pendant 3 jours en solidarité avec Öcalan et pour protester contre son isolement. Quelques semaines après, des prisonnier.e.s politiques de ces mêmes 2 groupes ont annoncé une nouvelle grève de la faim à partir du 15 septembre, cette fois-ci pour une « durée illimitée ». En Irak, une manifestation massive a eu lieu le 9 septembre à Kirkuk. Des pétitions ont également été lancées par des organisations basées dans plusieurs pays : Suède, Liban, Turquie, France...

Au Rojava, dans la ville de Dirbêsiyê, des milliers des personnes se sont rassemblées dans le centre, affiches d'Öcalan à la main, avant de marcher jusqu'au poste frontalier avec la Turquie. À Amed, les partis DBP et HDP ont coorganisé plusieurs actions et manifestations pour exiger la libération d'Öcalan : une marche du KJA (Congrès des Femmes Libres) le 26 juillet, suivie d'une autre le lendemain, puis une manifestation massive avec pour slogan « Pas de putsch, démocratie maintenant ! » qui a eu lieu le 31. Une « Vigie pour la Liberté » a aussi été organisée dans le parc de Koşuyolu. Censée ne durer que 3 jours, l'action a continué pendant au moins 6, malgré la forte présence policière et des canons à eau autour du lieu. Peu de temps après, le KJA d'Amed a lancé une campagne appelée « Je réclame mon leader, ma terre et ma liberté ! », appelant les femmes du Kurdistan à organiser des manifestations ainsi que des vigies pour exiger la libération d'Öcalan, et à continuer la reconstruction des villes kurdes en collaboration avec les organisations de femmes à Şîrnak, Nusaybin, Sur et Gever.



En Europe, la communauté kurde de la diaspora et son soutien ont mené des dizaines d'actions dans plusieurs pays. En Grèce, une centaine de personnes ont marché pendant 3 jours, distribuant des flyers dans les villages dans lesquels elles passaient, et finissant avec un rassemblement devant l'ambassade turque à Athènes. Suite à cette mobilisation, une grève de la faim de 5 jours s'est déroulé devant le parlement grec. En Suède, la Commune des Femmes de Warsin et des membres du Centre Culturel Kurde ont monté un campement sur la place Stora Torget de la ville de Gävle, pour informer sur la situation générale au Kurdistan ainsi que celle d'Öcalan. Toujours en Suède, un comité de femmes issue de l'Assemblée des Femmes Kurdes d'Amara, lors d'une réunion avec des représentant.e.s d'Amnesty International, ont demandé à ce que ce dernier intervienne pour mettre fin à l'isolation d'Öcalan. En Allemagne, un groupe de jeunes kurdes ont mené une marche d'environ 110 km, de Duisburg à Cologne, à l'occasion du Festival International de la Culture Kurde. Le long du parcours, les participant.e.s ont été agressé.e.s à plusieurs reprises par des groupes fascistes, pour ensuite se trouver bloqué.e.s par un barrage de flics au niveau de Grevenbroich (nous ignorons la suite de cette histoire, nous ne savons pas si les participant.e.s de la marche sont bien arrivé.e.s à Cologne ou pas). Une occupation publique a eu lieu pendant 3 jours à Amsterdam, pendant

laquelle les participant.e.s ont appelé l'UE à annuler ses accords avec la Turquie. En France, des manifestations ont eu lieu à Cannes, Marseille, Paris, Lorient, Strasbourg, Toulouse, Nantes et Rennes. Il y a également eu des manif dans presque une vingtaine de villes allemandes (dont une manif de 25.000 personnes à Cologne), ainsi qu'à Rotterdam, Arnhem (Pays-Bas), Milan, Turin, Stockholm, Bâle et Winterthur (Suisse), et Vienne. Le 23 août, à Strasbourg, un groupe issu de l'Assemblée de Shengal de la Diaspora a entamé une grève de la faim illimitée, qui a duré finalement 21 jours. Depuis, le soutien local à cette action n'a cessé de croître : 5 personnes de l'Union Islamique du Kurdistan se sont jointes à l'action, la Communauté Bouddhiste de Strasbourg s'est rendue sur place pour montrer son soutien, ainsi qu'un grand nombre d'individu.e.s de tout horizons. Le 10 septembre, les grévistes se sont fait attaqué.e.s par la police dans l'église où illes menaient leur action.

Et puis, le 5 septembre, un groupe de 50 militant.e.s kurdes ont entamé à Amed une grève de la faim « à durée illimitée » pour protester contre l'isolation de leur leader et pour revendiquer la reprise des discussions de paix avec le gouvernement turc. Dans un entretien avec l'agence de presse DIHA, Sebahat Tuncel, coprésidente du DBP a déclaré que « le mouvement politique kurde ainsi que des forces démocratiques ont pris

la décision [...] d'entamer une grève de la faim pour une durée indéfinie, jusqu'à ce qu'une réunion ait lieu entre Öcalan et ses avocat.e.s [...] Il ne s'agit pas seulement d'avoir de nouvelles [d'Öcalan], mais aussi de créer des bases et de mettre en place des conditions favorables à un retour aux négociations [...] ».

Suite à ce mouvement international, l'État turc a enfin autorisé une visite sur l'île-prison d'Imrali : le 11 septembre Mehmet Öcalan a pu rendre visite à son frère. Le lendemain, il s'est rendu à Amed, pour y tenir une conférence de presse avec les grévistes de la faim du mouvement kurde. Affirmant que son frère était toujours en vie et en bonne santé, il a ensuite lu un message de sa part, en voici un extrait : « Pour commencer, ce n'était pas nous qui avons rompu le processus de paix [...] Oui, la question kurde est une question très lourde. Il ne s'agit pas d'une question vieille de 20 ans, mais de 150, 200 ans. Il y a 30 personnes qui meurent tous les jours. Si l'État était sincère, il n'y aurait pas autant de morts. Le pays ne mérite pas tout ça. Tout.e.s ceux et celles qui ont une conscience devraient prendre cela en compte [...] Demain c'est l'Aïd, le festin du sacrifice. Mais tant que 30 à 40 personnes perdent leurs vies, il ne peut avoir du festin. La solution est entre nos mains ; nous allons pouvoir le régler ».

## au Bakur :

### GÉNOCIDE POLITIQUE

Les arrestations de politicien.nes et de militant.es kurdes n'ont jamais cessé depuis un an, mais depuis la tentative de coup d'état, la répression a augmenté encore d'un cran. Plusieurs centaines de personnes (y compris de nombreux mineurs) ont été arrêtées cet été, puis emprisonnées pour une bonne partie d'entre elles. C'est souvent la tactique des descentes au petit matin ou pendant la nuit dans plusieurs villes en même temps. Les flics débarquent chez les personnes recherchées, défoncent la porte d'entrée, fouillent de fond en comble pendant des heures, confisquent ce qui les intéresse, arrêtent des personnes et souvent les tabassent avant de les emmener au poste. Des traces de sang ont été retrouvées dans certains appartements perquisitionnés.

Les cibles prioritaires sont les politi-

ciennes des partis DBP et HDP :

\* Les co-maires.ses en fonction (souvent les prédécesseur.es ont déjà été incarcéré.es). Cet été, ont été détenu.es au moins les suivant.es : les co-maires.ses de Dicle (province de Amed), de Idil (Şirnak) et de Kulp (Amed), puis les 2 co-maires de Gever (Hakkari) et le co-maire de Hani (Amed).

\* Les responsables locaux du parti : le co-président et 2 autres membres du DBP de Varto ; des étudiants et des membres du HDP dans la province d'Antalya ; 30 administrateurs du HDP et membres des assemblées municipales du DBP dans la province de Urfa (villes de Urfa, Hilvan et Suruç) ; la co-présidente du HDP de Ceylanpınar (commune de Urfa à la frontière syrienne) ; le co-président du DBP de Çukurca (Hakkari).

\* D'autres perquisitions simultanées dans plusieurs villes (principalement celles à majorité kurde) ont donné lieu à environ 200 arrestations de militant.

es : à Izmir, Mardin et Aydın ; puis à Adana, Urfa, Van et Hakkari ; à Der-sim ; à Gazi (Istanbul), Ankara, Amed ; à Izmir, Adana, Van, Bitlis, Mardin et Amed ; à Erzurum, Muş et Aydın,... Les motifs sont souvent « participation à des manifestations illégales » ou encore pour s'être recueilli.es autour de la tombe de personnes tuées lors de l'attentat de Suruç de juillet 2015. Parmi les personnes arrêtées et/ou emprisonnées : des responsables de l'institut pour la promotion de la langue kurde -Kurdî-Der- ; l'ancien président de l'Association Rojava (dont nous avons relayé un appel à dons dans le mensuel n°3, et qui entre temps s'était fait bloqué l'accès aux comptes bancaires et perquisitionné les locaux de stockage d'aide humanitaire) ; ainsi qu'une Mère pour la Paix âgée de 83 ans, accusée d'avoir donné un contenant au cimetière des martyrs du PKK où est enterré son fils.

## au Bakur-suite :

**ROBOSKI** (le village à la frontière irakienne où l'aviation turque a commis un massacre en 2011) : perquisitions, menaces et vol de téléphones portables de pratiquement tous les villageois par la police.

**PROF DESTITUÉS** : Des centaines de professeurs s'étaient rassemblés à Amed pour protester contre la destitution d'environ 11.300 professeurs pour des liens présumés avec le PKK (pas moins de 4.500 dans la province de Amed). Le premier ministre a annoncé que 14.000 professeurs avaient des liens avec le PKK. La police a attaqué brutalement le rassemblement lorsque la conférence de presse allait débiter. Les professeurs scandaient « épaulé contre épaulé contre le fascisme » pendant qu'il les étaient battus par la police. Au final, 40 arrestations, de nombreux blessés, et les caméras des journalistes cassées. [ANF]

**DISPARITIONS** : 10 jours après l'arrestation de l'administrateur DBP de Edremit (province de Van), toujours aucune nouvelle de lui. Le militant, Hurşit Külter, est porté disparu depuis qu'il a été arrêté il y a presque 4 mois ; et les autorités continuent de nier son arrestation.

**LOCAUX DU HDP ATTAQUÉS** : Le 11 août, de nombreux locaux du HDP ont été perquisitionnés à Istanbul par les forces spéciales de police (y compris un des principaux, celui de Tarlabası).

«**AFFAIRE DU KCK**» : 7 députés convoqués au tribunal début septembre ne s'y sont pas rendus ; la cour a rendu un ordre de les faire venir de force à la nouvelle convocation en novembre.

**DEMIRTAS** : Selahattin Demirtaş, co-président du HDP, et Sırrı Süreyya Önder, député HDP d'Ankara et porte-parole de la Délégation d'Imralı (qui rendait visite à Öcalan jusqu'en avril 2015) sont tous les deux poursuivis depuis la levée de l'immunité parlementaire. Accusés de « divulgation de propagande terroriste » lors d'un rassemblement à Istanbul en mars

2013, ils encourent entre 1 à 5 ans de prison. [ANF]

**HAUT RESPONSABLE DU HDP ARRÊTÉ** : Le 9 septembre, le vice-co-président général du HDP, Alp Altınör, a été arrêté dans sa maison à Ankara à 2h du matin, et selon son collègue Demirtas, il aurait été torturé. Il est accusé d'avoir assisté à l'enterrement d'une des 102 personnes tuées lors de l'attentat d'Ankara du 10 octobre 2015 (Marche pour la Paix). Lors de la perquisition, la police a confisqué les rapports sur la destruction de Sur et Cizre.

**PRISONS** : La guerre contre les prisonniers politiques en Turquie n'a fait qu'augmenter suite à la tentative de coup d'état. À Amed, 93 prisonniers politiques ont été transférés vers Antep et 276 autres, vers d'autres destinations ; ces exils sont vécus comme des exils forcés. À Urfa, deux jeunes militants socialistes révolutionnaires Mehmet Ali Genç et Metin Kösemen ont été arrêtés mi-juillet ; après avoir été torturés dans le commissariat pendant 12 jours par les bourreaux de flics anti-terroristes, ils ont été transférés à la prison d'Urfa.

**DESTITUTION DE MAIRIES** : Début août, le gouvernement AKP avait présenté la proposition finale de sa nouvelle loi « omnibus », lui donnant le droit de destituer tous les maires et mairesses accusés d'avoir commis « un acte terroriste » ou avoir « donné son aide et complicité aux terroristes ». Depuis, 28 mairies DBP ont été destituées et remplacées par des personnes choisies par le Ministre de l'Intérieur. Le matin du 11 septembre, des perquisitions simultanées ont eu lieu dans les locaux DBP des 28 municipalités destituées. Plusieurs maires et mairesses ont été arrêtés pendant l'opération. Le DBP a publié une déclaration affirmant qu'il ne respectera pas l'autorité des dirigeants mis en place par l'État turc et qu'il continuera à résister.

## COUVRE-FEU ET DESTRUCTION DE VILLES

**NUSAYBIN (MARDIN)** : La ville de Nusaybin subit des attaques meurtrières

de l'armée turque depuis maintenant plusieurs mois. Le 25 mai, après avoir mené une forte résistance dans la ville, les forces YPS/YPS-Jin avaient déclaré leur retrait pour éviter le massacre de la population toute entière (cf. Merhaba Hevalno 5). Environ 77 civils avaient réussi à profiter pour s'enfuir ; tous ont été arrêtés et torturés, notamment un jeune qui a perdu ses deux yeux suite à ses blessures. Ayant refusé toute discussion, l'armée turque avait continué ses attaques ; les YPS/YPS-Jin ont alors réinvesti la ville, et les affrontements ont continué. Et puis le 25 juillet, une déclaration officielle annonçait la levée partielle du « couvre-feu » : c'est-à-dire que dans certains quartiers les habitants seront « libres » de circuler entre 5h et 21h, alors que dans d'autres, le couvre-feu continuera comme avant. Depuis cette déclaration, plusieurs journalistes des agences de presses DIHA et JINHA essayant d'accéder aux quartiers désormais « accessibles » ont été arrêtés. Tout comme à Cizre et à Amed, des quartiers entiers de Nusaybin sont en train de se faire raser ; les maisons sont systématiquement détruites ; les vestiges de l'école de Nisibis, la plus vieille école connue du monde, ont été démolis, tout comme le reste du quartier historique de Kanika. Puis, le 24 août, le gouverneur de Mardin (région dans laquelle est située Nusaybin) a annoncé le prolongement des couvre-feu pour une période de 30 jours.

**SILVAN (AMED)** : Une nouvelle mesure de couvre-feu est entrée en vigueur le 13 juillet dans plus de 20 villages dans le district de Silvan. Des perquisitions ont eu lieu, suite auxquelles au moins 15 personnes ont été arrêtées. L'armée turque continue à attaquer et bombarder les villages sous couvre-feu, et les affrontements armés continuent.

**ŞIRNAK** : Malgré les déclarations faites début juin par l'État turc affirmant la fin du couvre-feu, les forces de sécurité sont toujours très présentes dans la ville, ainsi que des engins de chantiers qui rasant des maisons, des commerces et des quartiers entiers. Malgré plus de 6 mois de loi martiale, de massacres et de bombardements, des habitants de la ville continuent à vivre et à affirmer leur volonté d'y

**au Bakur-suite :**

rester coûte que coûte. Installé.es dans les campements de fortune autour de la ville, ces habitant.es attendent la retrait des soldats turcs pour pouvoir réinvestir et reconstruire leur ville.

**CIZRE :** Même les morts n'ont pas la paix : le cimetière de Nalaru, où sont enterré.es des victimes des massacres de Cizre (commis par l'armée turque en janvier et février de cette année, voir Merhaba Mensuel 1), a été brûlé entièrement suite aux attaques des véhicules blindés de l'armée turque.

**NOUVEAUX COUVRE-FEU :** La guerre de l'État turc contre les Kurdes de Bakûr continue avec des nouveaux « couvre-feu » : depuis août, des interdictions ont été imposées sur 7 villages du district de Çukurca, 14 villages dans les districts de Lice et Hani (province de Amed), et 6 villages de Sason (province de Batman).

**ŞEMDINLI (HAKKARI) :** Dans le district de Şemdinli, l'aviation turque a bombardé aux alentours de certains villages. Les soldats ont aussi mis le feu aux zones forestières dans la même région, puis, comme d'habitude, ils ont ensuite empêché les locaux d'éteindre les feux, qui continuent à se propager. Les forêts ont été aussi délibérément incendiées dans les districts de Kulp, Lice et Silvan, villes situées dans la région de Amed, dont le gouverneur a déclaré un nouveau couvre-feu qui est entré en vigueur le 8 août.

**ACTIONS DES GUÉRILLAS :** Dans un communiqué publié fin juillet, le Centre de Commandement de la Défense du Peuple a tiré un bilan exhaustif des actions des différentes guérillas (HPG/YJA-Star, TAK, HBDH) en Turquie depuis la reprise des conflits armés

il y un peu plus d'un an : plus de 2200 policiers, soldats ou forces spéciales de l'état turc tués ; 450 véhicules blindés détruits ; 65 drones descendus... Récemment, les actions des guérillas n'ont cessé de frapper. Plusieurs affrontements armés ainsi que des actions ont eu lieu dans et autour de Şemdinli, petite ville de montagne chevauchant les frontières irakienne et iranienne, et donc point stratégique liant le Bakur aux montagnes de Qandil. Depuis fin juillet, environ 100 soldats et membres des forces spéciales de l'armée turque y ont été tués. Des actions contre les postes de contrôle de la police et de l'armée, des véhicules blindés, des casernes militaires etc. ont eu lieu dans les régions et districts de Dersim, Mardin, Derik, Van, Hakkari, Gezer, Sirnak, Bitlis, Kemer, entre autres. Autour de la petite ville de Çukurca, située également sur la frontière irakienne, de nombreux affrontements ont eu lieu entre la guérilla et les forces spéciales, ainsi que plusieurs actions de sabotage contre les bases et casernes de l'armée turque ; le 5 septembre, 3 hélicoptères ont été détruits. À Tendürek, où l'armée turque a commencé à bombarder fin août, 86 soldats ont été tués et une soixantaine d'autres blessés suite aux actions des HPG. [ANF]

**GUERRE CONTRE LA PRESSE :** En Turquie, la guerre contre les journalistes et les médias libres s'accroît. Zehra Doğan, rédactrice en chef de l'agence de presse féminine JINHA [voir des interviews dans le Merhaba Hevalno mensuel n4], a été arrêté pour « diffusion de propagande pour une organisation terroriste » début août. Cette même agence de presse a été fermée par l'état turc pour la 6ème fois. Zeynel Abidin Bulut, un des rédacteurs du quotidien kurde Azadiya Welat, a été arrêté est emprisonné à Amed. La journaliste Nazli Ilıcak a été arrêtée puis transférée à Istanbul pour passer

devant la justice. Le procureur de Hakkari a demandé la perpétuité pour une journaliste de l'agence de presse DIHA, Sermin Soydan, arrêtée le 14 mai à Van après avoir publié un article sur les massacres qui ont eu lieu à Gezer. Le 26 août, des policiers cagoulés ont fait irruption dans un bâtiment dans la ville de Hakkari où sont situés les bureaux de DIHA ainsi que de Azadiya Welat. 3 jours plus tard, les bureaux de ce dernier, à Amed cette-fois ci, ont aussi été perquisitionnés : 27 personnes ont été arrêté.e.s.

**ATTENTAT À ANTEP :** Le 20 août, 53 personnes sont mortes et 94 blessées suite à l'attentat suicide qui a eu lieu pendant le mariage d'un couple kurde à Antep. Alors que les médias turcs et français continuent à publier l'hypothèse d'un enfant-kamikaze qui serait l'auteur de l'attaque, plusieurs témoignages réfutent cette version de l'histoire, affirmant qu'il s'agissait d'un homme barbu âgé de 30-35 ans. Suite à l'attaque, des milliers de personnes ont participé à l'enterrement des victimes. Des représentants de l'AKP d'Antep se sont fait chasser de la cérémonie par une foule criant « Erdogan assassin ! » et « Collabo de Daech ! ».

**CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ :** L'Institut des Droits Humains a publié son rapport sur la violation des droits humains dans la région kurde entre juillet 2015 et juillet 2016. Selon leurs chiffres, 1552 personnes ont été tuées (comprenant aussi bien les soldats et policiers, que les guérillas et les civil.es), et 1683 ont été blessées gravement. Le rapport attire aussi l'attention sur les pratiques liées à l'état d'urgence : restriction des droits y compris à la vie, assassinats, torture, détentions injustes, restrictions aux droits d'organisation, de manifestation et de la presse. En conclusion, l'État turc commet des crimes contre l'humanité.



# ACTION DE SOLIDARITÉ EN ITALIE

**Au mois de septembre 2015, un groupe de compagnon.es a fait irruption dans les bureaux de la Turkish Airlines de l'aéroport de Turin-Caselle. Depuis les bureaux occupés est sorti un communiqué qui explique les raisons de l'action.**

«... Nous voulons rompre le silence et le mensonge qui recouvrent la guerre faite par la Turquie de Erdogan contre le peuple kurde ... bombardements des villages et villes, incendies, tortures, arrestations de masse ... C'est inutile et hypocrite de s'émouvoir face aux photos des réfugié.es ou des enfants qui fuient la guerre, pendant que «nos» Etats démocratiques continuent de soutenir les responsables de telles guerres : la Turquie surtout, amie de l'Occident, partenaire commercial, membre de l'OTAN, et même soutien de l'Etat Islamique et massacreuse de kurdes et de dissidents.

C'est pour ça que nous sommes ici. Parce que les intérêts de la Turquie en Europe ne doivent plus vivre en paix. C'est parce que nos frères et soeurs qui résistent sur les montagnes du Kurdistan doivent savoir qu'ils ne sont pas seuls.

Les Etats nations et la mondialisation capitaliste ont faillis. L'Empire est en train de se désagréger. C'est le temps des révolutions. C'est le temps de s'organiser. Au Kurdistan ils ont commencés. C'est pour cela qu'ils ont tout contre eux. C'est pour cela que nous sommes de leur côté.

Pour l'union des peuples en lutte ! Des Alpes au Kurdistan! Vive la solidarité internationale !»

Aujourd'hui, au moment même où en Turquie se multiplient les purges et les arrestations de masse, l'Etat italien demande des comptes pour cette action à une dizaine de compagnon.es, avec l'accusation de «rebellion, violence, violation de domicile», et avec l'imposition de mesures de contrôle judiciaire qui les obligent à se présenter pour signer au commissariat tous les jours, deux fois par jour. Mais les inculpés, cette fois, ont répondu avec un refus :

«Et bien, cette fois-ci nous n'avons pas l'intention de nous soumettre à ces mesures liberticides.

Car comme c'est expliqué dans l'ordonnance nous attribuant ce contrôle judiciaire, cela a pour but de nous empêcher de réitérer de telles actions de soutien à la résistance du PKK et aux luttes révolutionnaires au Kurdistan, un soutien pourtant plus urgent que jamais. Et si jamais nous avons quelque chose à nous reprocher, c'est de ne pas en avoir fait assez.

C'est pourquoi il est temps de répondre à la multiplication de ces mesures répressives et liberticides, avec lesquelles ils cherchent à asphyxier les mouvements de lutte, et contre lesquelles nous tentons de répondre de manière collective, selon les possibilités de chacun. Seulement entre la Val Susa et Turin, nous ne comptons plus les personnes sous le coup des restrictions de liberté. Maintenant, ça suffit ! Une grande partie d'entre nous a décidé de ne plus collaborer à la limitation de nos propres libertés, en ne se rendant pas au commissariat. Nous sommes là. Au pire nous rejoindrons nos camarades emprisonnés –Luca et Giuliano- pour avoir refusé courageusement un contrôle judiciaire, et nous profitons d'ailleurs de l'occasion pour les embrasser chaleureusement. Si vous pensiez nous effrayer, vous vous êtes trompés de cible.»

La procureure de Turin a déjà décidé l'aggravation des mesures de contrôle pour les compagnon.es qui ne les respectent pas. Dans le même temps, il y a déjà eu des initiatives de ripostes, aussi bien pour relancer la bataille contre la répression que pour réaffirmer la solidarité avec la résistance en Turquie et au Kurdistan. Un nouveau rassemblement a été organisé le 2 août devant le siège de la Turkish Airlines de Turin. Le 2 septembre, au tribunal de Turin, il y aura l'audience de recours pour ces mesures de contrôle : ce sera sans doute l'occasion de relancer la mobilisation.

Si avec ces opérations policières, ils pensaient mettre un frein à la solidarité, ils ont à l'inverse surtout fourni l'occasion pour la relancer plus fortement que jamais. Ce ne sont pas ces quelques mesures de police qui vont l'empêcher.

## **Le tribunal annule toutes les mesures de contrôle judiciaire pour l'irruption à la Turkish Airlines !**

Hier, le 2 septembre 2016, a eu lieu l'audience de réexamen des mesures de contrôle judiciaire prises à l'encontre des participants à l'action menée contre la Turkish Airlines à l'aéroport de Turin en septembre 2015. Nous rappelons que les accusés avaient immédiatement commencé une campagne face à la propagation de ces mesures contre les luttes sociales, beaucoup d'entre eux refusant de les respecter, choisissant de rester introuvables afin de ne pas subir davantage de contraintes jusqu'à l'audience.

Alors que dans la rue, face au tribunal et devant la prison à Turin ont eu lieu plusieurs initiatives de solidarité, les accusés ont lu une déclaration (voir ci dessous) dans laquelle ils réaffirment ce choix, soulignant à la cour qu'aucune nouvelle mesure de contrôle judiciaire ne serait respectée.

Ce matin la cour a annoncé sa décision : effacer toutes les mesures de contrôle judiciaire.

Nous ne sommes pas habituellement sujet au triomphalisme, mais il ne semble pas exagéré de prétendre que la lutte a payé encore une fois, et surtout que cela est un bon signal pour la poursuite de cette bataille, qui ne s'achèvera certainement pas ici.

Nous embrassons fortement Luca et Giuliano, libérés hier et maintenant en résidence surveillée sans restriction.

La lutte continue.



## DÉCLARATION DES ACCUSÉS À LA COUR

Comme on le sait, dans ce prétoire, nous allons discuter de notre sort concernant l'aggravation des mesures de contrôle judiciaire qui nous menacent dans le cadre de l'enquête sur l'action contre la Turkish Airlines de Turin-Caselle.

Le procureur de Turin, en particulier la personne ici présente qui parle au nom du ministère public, Antonio Rinaudo, est maintenant connu de tous pour sa férocité envers les acteurs de toute lutte sociale.

Est connue également la tentative de génocide et la répression brutale en cours menée contre la dissidence en Turquie : les purges, les arrestations de masse, les tortures et les viols dans les prisons, les bombardements, les massacres de civils attirent maintenant l'attention des médias internationaux, bien plus que lorsque nous l'avions dénoncé il y a un an en faisant irruption au siège de la compagnie aérienne au drapeau turc. Le procureur Rinaudo sera sans doute conscient et fier de son rôle de défenseur de la bonne réputation de la Turquie d'Erdogan, de ses relations amicales avec la communauté européenne, des trafiquants d'armes, du chantage sur les réfugiés et de son rôle de gendarme de l'OTAN. De plus, il n'est pas difficile d'imaginer la fascination que peut éprouver un loyal fonctionnaire d'État face à un pays comme l'actuelle République de Turquie, le rêve réalisé de tout bureaucrate d'humeur à exprimer ses frustrations sur les prisonniers et les dissidents.

Les mesures de contrôle judiciaire dont nous faisons l'objet ne présentent par ailleurs pas de mystères quant à leur motivation : nous empêcher de récidiver, à savoir réitérer notre soutien à la lutte révolutionnaire au Kurdistan. À cet égard, nous avons peur de devoir décevoir le procureur zélé : nous n'avons pas l'intention d'arrêter une solidarité qui est plus que jamais nécessaire, et pour laquelle, si nous devons nous reprocher quoi que ce soit, ce serait de ne pas avoir réussi à en faire plus.

C'est pour cela que la grande partie d'entre nous n'a pas respecté les mesures de contrôle judiciaire, et que nous vous annonçons notre intention de continuer à le faire, quelle que soit la décision que vous prendrez dans la salle d'audience. Nous avons déjà décidé.

N'ayant pas encore en Italie atteint le niveau de maturité démocratique de la République de Turquie, il subsiste quelques scrupules à se lancer dans les déportations et l'emprisonnement massif ; de sorte que, au cours des dernières années, un filet de mesures répressives de faible intensité, tissé d'interdictions administratives, d'assignations à résidence, de contrôles judiciaires ou d'interdictions de séjour a été mis en place afin d'étouffer les conflits croissants et les mouvements populaires.

Le procureur Rinaudo est évidemment à l'avant garde de cette bataille, mais il nous plaît de décevoir ses attentes – c'est une bataille perdue d'avance. Non seulement cette stratégie ne reçoit pas les effets escomptés, mais c'est l'effet inverse qui est obtenu, offrant des possibilités inattendues pour relancer les luttes, créer de nouveaux liens, acquérir des forces inédites.

De plus en plus de personnes refusent de se soumettre à ces interdictions stupides et toujours plus de personnes se solidarisent et soutiennent celles et ceux qui résistent... Cela devient pathétique, M. Rinaudo. Mettez votre cœur en paix, il ne fait plus peur à personne.

2 septembre 2016.

traduit de [http://www.informa-azione.info/piemonte\\_repressione\\_revoca\\_delle\\_misure\\_per\\_azione\\_contro\\_turkish\\_airlines](http://www.informa-azione.info/piemonte_repressione_revoca_delle_misure_per_azione_contro_turkish_airlines)



**dans le monde :**

**MARSEILLE :** Un rassemblement contre les crimes homophobes s'est tenu simultanément à celui à prévu à Istanbul, « en l'hommage de Hande Kader, jeune femme trans retrouvée assassinée à Istanbul et pour toutes les personnes transqueerinterlesbigay victimes d'assassinats et de violences queerphobes là-bas, ici, partout... ».

**SOLIDARITÉ ROJAVA :** Des intellectuel.les, des écrivain.es, des artistes, des politicien.nes et des défenseur.ses des Droits Humains ont lancé une pétition internationale contre l'invasion par l'État turc du Rojava au nord de la Syrie. Le texte attire l'attention sur le lien évident entre la Turquie et l'État Islamique, ainsi que sur le silence, voire le soutien déclaré, par les gouvernements des USA et de l'Europe.

**PARLEMENT EUROPÉEN :** Une expo photos s'est tenue en juillet au PE à Bruxelles montrant des images des guérillas YPG/YPJ et de la révolution au Rojava. Le photographe est Thomas Schimidinger, un politologue et anthropologue autrichien qui a visisté le

Rojava plusieurs fois. Le 1er septembre, une conférence de presse a eu lieu au PE à propos de l'invasion turque du nord de la Syrie et d'une alternative à l'accord UE-Turquie. Et le 7 septembre, une journée de conférence a été organisée au PE par les groupes socialistes et démocrates sur la situation en Turquie et en particulier, sur la guerre contre les Kurdes.

**JUSTICE ALLEMANDE :** Le tribunal de Hambourg à condamné à 3 ans et 2,5 ans de prison respectivement les politiciens kurdes Bedrettin Kavak et Mustafa Çelik, accusés de « appartenance à une organisation terroriste active à l'étranger ». 12 prisonnier.es politiques kurdes sont actuellement enfermés en Allemane.

**SUÈDE :** Lors d'un entretien à la radio, le porte-parole pour le ministre des affaires étrangères du Vänsterpartiet (Parti de Gauche) en Suède, Hans Linde, a réclamé l'annulation des accords signés entre l'Union Européenne et la Turquie ainsi que l'arrêt des négociations avec ce dernier par rapport à son adhésion à l'UE.

**ONU:** Fin août, un groupe d'«experts en droits humains» des Nations Unies a exhorté la Turquie à respecter ses obligations en terme de législation internationale en matière des droits humains, même dans la période actuelle sous l'état d'urgence déclaré après la tentative de coup d'état. [KurdishQuestion]

**AFRIQUE DU SUD:** Des représentant.es du parti HDP se sont entretenus avec de nombreuses personnalités politiques en Afrique du Sud, fin août.

**AUSTRALIE :** La chasse aux dissident.es kurdes est même arrivée jusqu'en Océanie... Renas Lelikan, journaliste kurde vivant en Australie, est enfermé depuis le 20 juin dans la prison de haute sécurité de Silverwater, dans le banlieue de Sydney, accusé de « appartenance à une organisation terroriste ». Le 28 juillet, un procès a eu lieu pour juger sa demande de libération sous caution en attendant d'être jugé ; cette demande ayant été refusée, Lelikan risque de passer jusqu'à un an en préventive, voire plus.



- PEINE DE MORT !  
PEINE DE MORT !

- Ah ben voilà !  
Venez toujours me  
voir avec des  
revendications  
cdémocratiques  
comme celle là !

dessin de  
Sefer Selvi  
(Evrensel)



## GLOSSAIRE

**KCK** : Union des Communautés du Kurdistan (considéré «terroriste» par sa proximité au PKK). C'est l'organisation «faitière» du mouvement de libération kurde qui prône le «confédéralisme démocratique» dans les quatre parties du Kurdistan.

### BAKÛR : 'Kurdistan en Turquie'

**PKK** : Parti des Travailleurs du Kurdistan (interdit et considéré «terroriste»). On parle souvent indistinctement du PKK pour désigner d'autres organisations qui en sont proches ou qui n'en sont que des parties. Le PKK est aujourd'hui un mouvement, plus qu'un parti.

**DTK** : « le Congrès pour une société démocratique » est une plate-forme d'associations et de mouvements du Kurdistan en Turquie qui développe depuis 2011 son modèle « d'autonomie démocratique » en tant qu'organisation « faitière » confédérale.

**KJA** : Congrès des Femmes Libres. « L'organisation parapluie démocratique et confédérale des femmes contre l'état-nation unitaire et centralisé de la modernité capitaliste. » L'ancien DÖKH (Mouvement Démocratique de la Femme Libre) s'est restructuré en 2015 à l'image du DTK.

**DBP** : Parti Démocratique des Régions. Parti kurde majoritaire, qui applique le modèle d'« autonomie démocratique » à travers ses 103 municipalités au Bakûr.

**HDP** : Parti Démocratique des Peuples. C'est un parti parlementaire issu du HDK, front regroupant le DBP et de nombreuses organisations révolutionnaires en Turquie, dont certaines ont des structures clandestines.

**GABB** : Union des Municipalités de l'Anatolie du sud-est, créée en 1991, coordonne la solidarité entre les villes Kurdes.

**HPG** : Force de Défense du Peuple. Organisation armée. Guérilla du PKK.

**YJA-Star** : Unités des Femmes Libres. Guérilla des femmes du PKK.

**YPS (anciennement YDG-H)** : Unités de Protection Civile. Groupes locaux d'habitant.e.s armé.e.s pour l'autodéfense des quartiers.

**YPS-Jin** : Unités de Protection des Femmes.

### ROJAVA : 'Kurdistan en Syrie'

**TEV-DEM** : «Mouvement pour une société démocratique». Structure (équivalent -au Rojava- du DTK du Bakûr) englobant les mouvements et organisations sociales, et les délégués des conseils, qui participent au « confédéralisme démocratique ».

**PYD** : Parti de l'Union Démocratique, un des partis kurdes de Syrie. Il proclame l'autonomie du Rojava en novembre 2013.

**YPG** : Unités de Protection du Peuple. Guérilla du PYD.

**YPJ** : Unités de Protection des Femmes. Guérilla des femmes du PYD.

**Asayîş** : C'est le mot kurde pour 'sécurité',

ce sont les forces armées internes du Rojava.

**MFS** : Conseil Militaire Syriaque. Groupe Syriaque/Assyrien/Chrétien, proches des YPG/YPJ.

**FDS** : les Forces Démocratiques Syriennes (désignées comme SDF ou QSD), fondées au milieu du mois d'octobre 2015, sont une alliance regroupant une quarantaine de groupes armés actifs dans le Rojava et dans le nord de la Syrie. L'alliance est multi-ethnique (Kurdes, Arabes, Turkmènes, Circassiens,...) et anti-islamiste. Les principaux groupes composants l'alliance sont les YPG/YPJ (revendiquant 50.000 combattants) et le Jaysh al-Thuwar (Armée des Révolutionnaires, revendiquant 5.000 combattants).

**YBS** : Unités de Défense de Shengal, combattant.e.s principalement Yézidi.e.s formé.e.s par les YPG/YPJ.

**CDS** : Conseil Démocratique Syrien, organe politique des FDS.

**CNK** : regroupement de partis kurdes syriens, fondé à Erbil sous le parrainage de Massoud Barzani, en opposition au Conseil Nationale Syrien (principale formation de l'opposition en exil).

### BAŞÛR : 'Kurdistan en Irak'

**KRG** : Gouvernement Régional du Kurdistan, au pouvoir dans la région Kurde de l'Irak depuis la première guerre du golfe, forte alliée des Etats-unis et de la Turquie.

**Peshmergas** : armée régulière du GRK.

**Tevgera Goran (Mouvement pour le Changement)** : principal parti kurde d'opposition à la coalition PUK-KDP au pouvoir au GRK.

### ROJHILAT : 'Kurdistan en Iran'

**PJAK** : 'Partiya Jiyana Azad a Kurdistanê', le Parti pour une Vie Libre au Kurdistan est un Parti kurde proche idéologiquement du PKK, basé dans le Qandil, mène une lutte de guérilla (plus ou moins active selon les périodes) contre l'État iranien depuis 1997.

**PDKI** : Parti politique populaire fondé en 1945 afin de «promouvoir une solution fédérale pour les différents peuples d'Iran».

**KSZKE** : Société des Travailleurs Révolutionnaires du Kurdistan Iranien. Dans la période d'après révolution de 1978-79, menait une lutte acharnée pour la participation des hommes et femmes kurdes au sein du nouveau régime. Sa branche guérilla cessa tout activité en Iran au début des années 1990.

### TURQUIE

**MLKP** : Parti communiste marxiste-léniniste turc, pro-kurde. Il est interdit en Turquie. Il comporte une branche armée clandestine : le FESK.

**TIKKO** : guérilla urbaine, branche armée du Türkiye Komünist Partisi/Marksist-Leninist (TKP/ML)

**AKP** : Parti pour la Justice et le Développement. Parti au pouvoir depuis 2002, nationaliste, islamiste et néo-libéral. Erdoğan (président de Turquie) et Davutoğlu (premier ministre)

**Ce bulletin mensuel autour de l'actualité du Kurdistan est notamment rédigé depuis la ZAD de NDDL, mais pas seulement ! Un certain nombre de camarades de Toulouse, Marseille, Angers, Lyon et d'ailleurs y participent...**

Pour nous contacter : [actukurdistan\[at\]riseup.net](mailto:actukurdistan[at]riseup.net)

## APPEL À CONTRIBUTION

Nous cherchons des infos sur le Başûr ('Kurdistan Irakien') et le Rojhilat ('Kurdistan Iranien'), ainsi que des personnes capables de traduire du turc ou de l'anglais vers le français. N'hésitez pas à nous envoyer des contributions, des rendez-vous pour l'agenda, d'autres infos... Merci d'avance !

## TÉLÉCHARGEMENT

Vous pouvez télécharger les précédents numéros de Merhaba Hevalno sur [kedistan.net](http://kedistan.net) ou [mars-info.org](http://mars-info.org)

### PLUS D'INFOS SUR LE WEB :

Visitez les sites [KEDISTAN.FR](http://KEDISTAN.FR), [NEVARNEYOK.NOBLOGS.ORG](http://NEVARNEYOK.NOBLOGS.ORG), [SOLIDARITEFEMMESKOBANE.ORG](http://SOLIDARITEFEMMESKOBANE.ORG), [TWITTER.COM/INFO\\_ROJAVA](http://TWITTER.COM/INFO_ROJAVA), [SUSAM-SOKAK.FR](http://SUSAM-SOKAK.FR), [LEPHENIXKURDE.TUMBLR.COM](http://LEPHENIXKURDE.TUMBLR.COM), etc...

Et aussi en anglais : [KURDISHQUESTION.COM](http://KURDISHQUESTION.COM), [ROJAVAREPORT.WORDPRESS.COM](http://ROJAVAREPORT.WORDPRESS.COM), [DICLEHABER.COM/TR](http://DICLEHABER.COM/TR), [JINHA.COM.TR/EN](http://JINHA.COM.TR/EN), [EN.FIRATAJANS.COM](http://EN.FIRATAJANS.COM)

### A VOIR SUR LE WEB :

LA GUERRE DES FILLES, sur [HTTPS://WWW.YOUTUBE.COM/WATCH?V=FUKMmtAgB7U](https://www.youtube.com/watch?v=FUKMmtAgB7U)